

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 29 MARS 1978 - N° 666

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76 1,70 F

Mitterrand à l'Elysée... en attendant 81

«Description», «débat démocratique», «concertation avec l'opposition», quel que soit le qualificatif qui l'accompagne, l'audience de Mitterrand chez Giscard est présentée par les médias comme historique. Succédant à Bergeron, Maire et Chirac, précédant Lecanuet, Séguy, et Marchais, Mitterrand devait donc se rendre mardi après-midi à l'Elysée. Qu'y cherche-t-il ? A digérer l'échec des 12 et 19 mars ? A trouver un deuxième souffle pour un PS désemparé par sa défaite ? A tracer la voie à de nouvelles alliances se substituant au défunt Programme commun ? Tout cela à la fois sans doute et plus encore. Dès l'échec du 2^e tour connu, Mitterrand dans sa déclaration avait indiqué qu'il fallait préparer les prochaines élections. La première réunion du secrétariat du PS, poursuivait en annonçant que le congrès de 79 devait sélectionner le candidat socialiste aux présidentielles.

Les présidentielles ! En 1981 ! Incorrigible politicien sautant d'une élection à l'autre Mitterrand estime que le plus court chemin à l'Elysée passe aujourd'hui, après la cassure de l'Union de la gauche, et la mise au rencart du programme commun, par une visite à son occupant actuel. A droite comme à gauche, au PS comme au RPR, à l'UDF comme au PCF, Marchais l'a annoncé, toutes les initiatives politiques vont être trois années durant tendues vers ce but : l'Elysée, les élections de 1981. Comme si les travailleurs allaient ces trois années-là continuer à attendre le bon vouloir de ces princes ! Comme si leurs luttes de demain ne devaient pas constituer le facteur décisif de l'évolution de la situation politique dans notre pays, et non les élections à venir. Mais cela évidemment les audiences feutrées de l'Elysée ne peuvent arriver à le mesurer quelle que soit la bonne volonté des interlocuteurs de Giscard. Aussi quel que soit le battage qui soit fait autour de ces visites, soyons sûrs qu'elle n'apporteront rien de décisif !

"LA BRETAGNE N'EST PAS UNE POUBELLE"



Quinze à vingt mille manifestants ont parcouru lundi les rues de Brest. Après la dissolution officielle, cinq mille ont poursuivi, vers la sous-préfecture maritime où les gendarmes maritimes les ont arrosés de grenades.

- 20 000 manifestants à Brest lundi après-midi
- Nouvelle manifestation samedi prochain

L'heure est à l'initiative et à la riposte dans le Finistère et dans toute la Bretagne. La manifestation de lundi, qui a réuni à Brest de quinze à vingt mille manifestants, fait suite à des manifestations presque quotidiennes à Portsall, à Morlaix, à Brest. D'autres manifestations se préparent pour le courant de la semaine à Nantes et à Rennes tandis que l'on s'attend, samedi, à l'une des plus grandes mobilisations que la ville de Brest ait jamais connues.

Tout vient alimenter la colère des Bretons : on annonçait avec fracas mardi matin l'imminence du plasticage des citernes non encore vidées de l'«Amoco». Or, les pêcheurs réclament depuis une semaine, depuis qu'on a acquis la certitude qu'il n'est pas possible de tenter un pompage, l'exécution rapide de cette opération.

Tous les jours, stations de radio et de télévision se livrent à une concurrence indécise : c'est à qui s'identifiera le plus à la «solidarité nationale».

Pas un mot sur la criminelle imprévoyance des autorités, sur l'immense fossé qui sépare les moyens mis en œuvre et l'ampleur d'une catastrophe que les Bretons prévoient et dont rien n'indique qu'elle ne se reproduira pas ! Pas un mot sur les circonstances troublantes de l'échouage, sur lequel les pêcheurs exigent toute la vérité. Pas un mot sur le cynisme des compagnies pétrolières qui vont trouver moyen de se faire de l'argent en vendant des détergents empoisonneurs.

Cette colère que les «autorités» ont enregistrée à leur manière en envoyant gendarmes maritimes et CRS contre les manifestants, doit aujourd'hui s'organiser. Les travailleurs et les militants qui lundi à Brest ont refusé aux partis de gauche de s'exprimer à leur place, tous ceux qui sont aujourd'hui convaincus que seule la lutte peut faire reculer les patrons, fussent-ils des compagnies pétrolières, doivent passer à l'offensive.

Lire en page 9

ULTIMATUM SIONISTE AU SUD-LIBAN !

«Si les tirs ne cessent pas d'ici quarante huit heures, l'armée israélienne prendra les choses en main» a déclaré lundi le ministre sioniste de la défense, Weizman.

C'est l'aveu d'une réalité : en envahissant le Sud-Liban, les Israéliens voulaient écraser les unités combattantes palestiniennes. Ils n'y sont pas parvenus : en coordination avec les patriotes libanais, la Résistance palestinienne combat les envahisseurs.

Les troupes de l'ONU devaient faire respecter le cessez-le-feu qu'exigeait Israël. Jusqu'à pré-

sent elles ont été inefficaces. La menace israélienne est le parti pris délibéré de la guerre. Israël sait que les troupes de l'ONU ne l'empêcheront pas de reprendre les combats. Il parie que les régimes arabes maintiendront leur silence et leur inaction. Mais aujourd'hui, la Résistance palestinienne reçoit un soutien de plus en plus affirmé des peuples arabes. Elle doit recevoir le plus complet soutien partout, ses manifestations de samedi à Paris, à Lille... ne peuvent en être que le début.

Lire nos informations p. 7

Narita (Japon)

L'aéroport ne sera pas inauguré jeudi



Des nouvelles manifestations qui se sont déroulées au cours du week-end à Narita, Japon, empêcheront l'inauguration de se dérouler jeudi comme prévu. Depuis 12 ans l'aéroport est l'objet d'une bataille intense : les paysans s'opposent à son ouverture. La tour de contrôle a été mise hors d'état par les manifestants, une tour métallique à l'entrée de la piste principale empêche son utilisation.

Lire en page 8

Radios-libres : le débat s'ouvre

Ce week-end se tenait à Paris la première rencontre internationale des Radios Libres, Alfredo 78. A l'initiative des deux fédérations française et italienne (ALO et FRED), elle devait être le lieu d'un débat de trois jours, où les diverses conceptions des radios libres s'affrontaient, les uns y voyant un moyen d'expansion, les autres un outil «pour faire émerger la réalité sociale dans toute son authenticité». Après la semaine d'émissions en public, les radios libres affirment leur existence.

Empain libéré par un coup de téléphone

Lire en page 9

En avant-première dans le *Quotidien* de demain

«15 février», «variantes» et «pâquerettes» :

LES PLANS SECRETS DE GISCARD

POLITIQUE

Valence : agression contre des militants anti-racistes

Valence, le 26 mars à 15 heures

Communiqué par l'Association de soutien
aux Travailleurs Immigrés de Valence (ASTIV)

A l'occasion de la visite du consul de Tunisie de Lyon dimanche à 14 heures, des travailleurs français diffusaient pacifiquement un tract français-arabe sur les événements de février 78.

Immédiatement et sans la moindre discussion préalable, les militants du Destour se sont jetés sur les Français porteurs de tracts, les leur ont arrachés, ont poursuivi et jeté à terre les militants français et françaises. L'entrée de la salle des fêtes réservée à une manifestation publique leur a été interdite. Une militante française, revenue devant la salle des fêtes pour demander des explications au responsable du Destour sur leur manière de se comporter à l'égard de ses camarades a été fouillée, frappée, menacée. Un carnet personnel qu'elle refusait de donner lui a été arraché et déchiré. Les militants français et immigrés s'élevèrent vivement contre l'importation en France des pratiques répressives de la police politique tunisienne.

Délégué CFDT licencié

Francis Hadargue, délégué syndical CFDT de l'usine de Beauvais de la manufacture française des tapis et couvertures (MFTC, groupe Agache Willot) a été avisé de son licenciement sous prétexte qu'il aurait enlevé un pot de peinture des bureaux de la direction pour le déposer dans les locaux syndicaux. Hadargue a dénoncé ce prétexte. Il signale que le délégué CFDT de Fléxicourt dans la Somme a été licencié pour la même raison.

Grève des écoles normales : pédagogie et réalités

Le mouvement de grève dans les Ecoles Normales doit se renforcer par une grève nationale les 29 et 30 mars et par une manifestation le 26 avril. Ce mouvement qui touche inégalement les 140 Ecoles normales de France, est conduit sur la base des revendications établies nationalement, notamment l'octroi d'un certificat d'enseignement à tous les élèves d'études d'enseignement et la titularisation de tous les non-titulaires. Ce mouvement traduit un profond malaise et une révoltante réalité.

Le malaise : la pédagogie enseignée n'a aucun rapport avec la réalité de la plus grande partie des classes, en dehors de classes modèles en général dans des quartiers aisés ; de plus les non-titulaires sont expédiés devant des classes très difficiles et nombreuses sans aucune formation, et peuvent difficilement être titularisés.

La réalité révoltante : les classes surchargées, où il est impossible de s'occuper des élèves en difficultés, immigrés, enfant ayant des conditions difficiles ; la réforme Haby prétend résoudre ce pro-

blème en créant plusieurs filières : l'école pour les élèves qui suivent, les classes «vertes» pour ceux qui ont des difficultés. La fausse pédagogie moderne présentée dans les EN sert parfois d'alibi à cette révoltante sélection.

LES BARBOUZES MENACENT

La menace a pris, vendredi dernier, un visage précis : celui de «Francia», alias «Justicia et liberta».

Après les élections

COMMENT LE PCF VA-T-IL EXPLIQUER SON RECU DANS SES «BASTIONS» ?

● Une semaine après les résultats du premier tour des élections législatives, la direction du PCF n'a toujours pas trouvé d'explication satisfaisante pour justifier aux yeux de ses militants l'échec de l'union de la gauche dont elle est largement responsable par la politique qu'elle a suivie depuis septembre dernier. Cependant, histoire de faire passer la pilule, on a tenté ici et là dans les publications du parti de Marchais, de mettre en valeur certains aspects «positifs» des résultats électoraux.

On n'a pas manqué dans l'*Humanité* de faire ressortir l'augmentation du nombre des sièges obtenus à l'Assemblée nationale, de citer les chiffres absolus montrant l'augmentation en voix obtenue par les candidats du PCF depuis 1973. Pour juger cependant de l'évolution depuis cinq ans, il vaut mieux s'en tenir aux rapports en pourcentage. Ceux-ci, s'ils ne suffisent pas à comprendre les déplacements de voix, permettent cependant de juger de l'évolution respective de l'influence des différents partis, compte tenu du nombre bien plus élevé de votants les 12 et 19 mars derniers.

On le sait, cette appréciation en pourcentage donnait en fait, pour le premier tour, un recul global d'environ 0,8 % pour le PCF. Mais c'est dans l'analyse circonscription par circonscription que d'autres réalités, plus troublantes pour les adhérents de ce parti, peuvent apparaître. C'est ce que nous avons tenté, en nous attachant à regarder les évolutions en fonction du député sortant.

UN RECU GLOBAL POUR LES SORTANTS

Une première constatation s'impose à l'évidence : dans ses «bastions» traditionnels, l'influence du PCF connaît une régression considérable. Sur 72 circonscriptions dans ce cas, vingt seulement voient le PCF augmenter son score en pourcentage. C'est le cas notamment, sur le plan global, pour la région Nord-Pas de Calais,

et pour quelques départements ruraux, tels que la Haute-Vienne ou la Corrèze. C'est le cas également dans deux circonscriptions de l'Aisne.

Au regard de ces quelques gains, et des deux cas où l'influence électorale du PCF s'est maintenue, restent essentiellement les cinquante circonscriptions où le PCF sortant a subi une érosion plus ou moins grande de ses pourcentages. C'est la situation de cinq cas sur six dans les Bouches du Rhône, où la chute va de 1,7 % à 4 %. C'est le cas à Paris, où l'évolution de la composition sociale aurait pu constituer une explication partielle. S'il n'en était pas de même pour la ceinture de banlieue : vingt trois des vingt quatre candidats y ont perdu des points, par rapport à 1973. Marchais lui-même, malgré une campagne à grand spectacle, n'y échappe pas

avec 0,5 % en moins dans la première du Val de Marne (Leroy n'est pas mieux lotie avec - 2,2 % dans la Seine Maritime).

ANCIENS ET NOUVEAUX A LA MÊME ENSEIGNE

Ces chutes, par endroits, sont spectaculaires, dans 14 circonscriptions, elles ont dépassé 5 %. En plusieurs endroits, le PCF n'a dû de conserver ses sièges qu'à l'avance confortable dont il disposait depuis des années. Par exemple, Maxime Gremetz, nouveau promu du 22^e congrès au bureau politique, perd 8,7 % par rapport au député sortant PCF Lamps, maire d'Amiens. Caressa n'a pas eu cette chance à Nice, où il a perdu le siège de Virgile Barel. La chute est de 6 % à Nanterre, où Fraysse-Caza se présentait à la place de Barbet, de 7 % à Saint-Ouen, où Fost succédait à Fajon, de 6,5 % à Saint-Denis, où Zarka, a supplanté Berthelot, de 6 % pour Fiterman, l'adjoint de Marchais, par rapport à Dupuis. Mais ce ne sont pas seulement les «jeunes loups» qui ont pâti, par rapport à des personnalités connues. Ainsi, Nilès sortant, a perdu 7 points à Bobigny, Montdargent 5 à Argenteuil, Canacos 6 à Sarcelles, etc...

Question : à force de faire connaissance trop longuement avec la pratique du parti de Marchais, telle qu'elle se développe notamment à partir des municipalités, nombre de travailleurs ne seraient-ils

pas en train de s'en détourner, y compris sur le plan électoral, alors que jusqu'ici il pouvait bénéficier de situations acquises ?

LE GRIGNOTAGE DES POSITIONS SOCIALISTES

Par ailleurs, la progression du PCF n'a pas été très notable, en général, dans les circonscriptions précédemment tenues par la droite, où on note beaucoup plus de bonds en avant spectaculaires, en pourcentage, des scores du parti socialiste, le parti de Marchais étant globalement à peu près stagnant. En revanche, on a vu des candidats du PCF gagner les voix dans un certain nombre de lieux où le député sortant était socialiste. Le même phénomène d'usure, à un degré moindre cependant, semble en effet affecter les troupes de Mitterrand : il perd des points sur cinquante et un endroits où il était sortant, pour n'en gagner que dans trente quatre. Et, chose remarquable, là où le PS régresse, le PCF avance dans un rapport de 35 cas sur 51.

Finalement, aura-t-on assisté à ceci que l'influence des partis de gauche tend d'autant plus à diminuer au profit de leur partenaire qu'ils sont trop connus des électeurs de la circonscription ? C'est en tout cas la question que l'on peut se poser au vu de ces quelques chiffres.

Jean LERMET
ET François NOLLET

CORSE : LES ÉLECTIONS PASSENT, PAS LES PROBLÈMES

● L'élection sans problème de quatre députés RPR pour lesquels le nouveau découpage électoral avait été taillé sur mesure, a suscité une campagne immédiate contre les militants autonomistes. Le gouvernement et les élus ont tiré le bilan à leur façon : la victoire de la droite serait la preuve que la population corse refuse les idées autonomistes et préfère la situation actuelle.

«Bilan» qui couvre d'un voile pudique la curieuse façon qu'ont les morts de voter ou les clans de vendre leurs quotas de voix (aussi bien au PCF qu'au RPR) et qui oublie que le courant autonomiste, sachant à quel point les dés étaient pipés, s'était abstenu de toute intervention pendant la campagne électorale.

«Justicia Morandina...», sigles ronflants qui avaient mal réussi à cacher les hommes de main du gouvernement et de certains chefs de clan. «Francia», nouveau nom de la barbouzerie Corse, tenait ce vendredi une conférence de presse clandestine, sur le modèle de celles du FLNC, près d'Ajaccio. Cagoules noires — blanche pour le «chef» —, drapeaux français et pistolets, tout y était pour impressionner le journaliste. La position de Francia est simple :

«Nous sommes pour le dialogue, à condition d'exclure au préalable toute idée d'autonomie». Et l'homme au menacer : «A la violence, nous répondrons par la violence». Il aurait pu ajouter : «Et nous pourrions le faire impunément».

Les militants corses savent qu'il faut prendre la menace au sérieux. Certains commerçants ou petits patrons, ulcérés par les journées «île morte», se sentant soutenus par ces fantomatiques cagoules, peuvent aussi, à leur manière, passer à l'action. Et l'on se souvient que le local de la CFDT avait été l'objet d'un plasticage.

LES PROPOSITIONS DES AUTONOMISTES

Du côté des autonomistes «légaux», c'est-à-dire de l'APC des frères Siméoni, on cherche un second souffle. Le bureau politique de cette organisation, qui n'a jamais réussi à

reprendre le potentiel de lutte de l'ARC et des comités anti-répression, propose une «consultation populaire», où, après assainissement des listes électorales, la population choisirait entre trois orientations : maintien du statut actuel, régionalisation plus avancée (projet du PS), autonomie interne dans le cadre de la République (proposition de l'APC). Il est peu probable que cette consultation ait lieu, du moins dans les formes proposées par l'APC. On voit mal comment le RPR l'accepterait...

Le FLNC avait tenu lui aussi à marquer le coup : conférence de presse clandestine dans la cave Depeille au cours de laquelle Léon Battesti, ancien leader des étudiants corses, se montrait à visage découvert. Le FLNC affirme sa volonté d'approfondir l'action politique : «Amener l'Etat français à recon-

naître le fait national corse et à négocier par tous les moyens. S'il ne veut pas comprendre, nous intensifierons la lutte armée et nous mènerons aussi la lutte politique par la mobilisation des masses. Nous nous opposons à toute tentative réformatrice. L'indépendance est vivable». La référence à la guerre de Libération du peuple algérien est toujours aussi présente, puisque Battesti devait dire, à propos d'Edmond Siméoni : «Il a été un grand patriote, aujourd'hui dépassé. Il doit se retirer, s'il ne veut pas jouer le rôle d'un Messali Hadj». Messali Hadj militant nationaliste algérien de la première heure, avait dénoncé le FLN, et ses adeptes avaient collaboré en France avec la police contre le FLN.

Mais que vaut le parallèle historique ?

Eric BRÉHAT

TENSIONS POST-ÉLECTORALES AU PS

Rocard veut faire voler le PS de ses propres ailes

● Dans une interview parue dans *Le Nouvel Observateur* du lundi 27 mars, Rocard tire pour son compte les leçons de l'échec de la gauche. Il en ressort surtout de vives attaques contre le PCF et la volonté que le PS prenne plus d'autonomie au sein de la gauche.

Et tout d'abord, il réaffirme sa solidarité par rapport à Mitterrand, ceci sans doute pour répondre à des attaques qui se font jour y compris à l'intérieur du PS. « Plus le premier secrétaire sera attaqué, plus nous nous sentirons solidaires de lui ». Notamment parce que celui-ci est apte à maintenir une unité de façade à l'intérieur du PS, ce que Rocard reconnaît en termes moins directs, quand il dit que celui-ci est « l'indispensable fédérateur de notre parti ».

LA FAUTE AU PCF

Rocard défend la position de la direction de son parti sur les responsabilités de l'échec de la gauche aux élections : « Je main-

tiens que si le parti communiste avait accepté, le 22 septembre dernier, les conditions qu'il a approuvées, sans même les discuter, le lundi 13 mars, la victoire était possible. Les responsabilités du PC sont donc écrasantes ».

« Pourquoi avoir, pendant six mois, attaqué davantage les socialistes que la droite ? »

« Pourquoi avoir parlé de ministres communistes avant de créer les conditions pour qu'il y en ait ? »

« Pourquoi s'être impatienté sur le SMIC et avoir exigé des centaines de nationalisations si c'était pour en arriver à une situation où il n'y aura pas de nouvelles nationalisations et où le SMIC restera autour de 1 750 F ? »

Et un coup de patte contre le CERES, qui « s'est trompé sur la pratique communiste de l'Union ».

CHANGER L'UNION

Tout en réaffirmant la perspective de l'Union de la gauche, et en repoussant vertueusement la possibilité d'une alliance avec Giscard, Rocard envisage cette nouvelle Union de la gauche d'une manière qui ne sera certainement pas du goût du PCF. Il ne sera plus question d'un programme commun : « Il ne faut plus que les facultés d'imagination et d'invention du PS soient indéfiniment stérilisées par un document programmatique détaillé ». Le projet de Rocard est de développer « une capacité d'expression

L'Unité

N° 287 - 5 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 17 23 mars 1978



Majoritaire grâce au Ps.
LA GAUCHE DOIT GAGNER

POPEREN : RAPPEL A L'ORDRE POUR LE CERES

Dans *Synthese-Flash*, bulletin des clubs Etudes, Recherches et Informations Socialistes, la mini-tendance de Poperen, on peut lire : « La vérité est que, voilà un an, la gauche était quasiment assurée de la victoire et que, délibérément, le parti communiste a sacrifié cette victoire ».

Après avoir ainsi réglé son compte au PCF, la revue poursuit sur la solidarité nécessaire dans les rangs du PS « dans l'appréciation de la responsabilité historique qu'a assumée le PCF. Certains dirigeants du CERES, à l'encontre du sentiment de l'immense majorité des socialistes, semblent décidément ne pas le comprendre et s'obstinent à vouloir renvoyer le PCF et leur propre parti dos-à-dos, en même temps qu'à vouloir refaire le congrès de Nantes. En opposant à la résolution du bureau exécutif une demande de réunion prochaine du congrès national et en désavouant devant la presse les décisions que la direction du parti venait de prendre, ces dirigeants CERES n'aident ni le PS, ni la stratégie unitaire ».

autonome » de son parti, par exemple pour « prendre en charge la lutte des femmes pour un statut moins inégalitaire ou relayer le combat écologique ».

Repeindre une bicoque vermoulue, ce qui permettrait au PS de « parachever l'évolution communiste ».

Une confirmation de plus que le Programme commun est bien mort.

PCF et PS à l'Elysée

Comment ils avaient refusé en 75

● Ce mardi après-midi, Giscard aura reçu Mitterrand. On peut s'attendre à ce qu'il n'en sorte pas de coup de théâtre ; Mitterrand ne renoncera pas si vite à la tactique d'alliance avec le PCF ; on n'annoncera pas la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Rien à attendre non plus pour les travailleurs, dont les revendications restent posées. Toutefois, il faut remarquer que ces visites constituent une nouveauté : jusqu'à présent, PCF et PS avaient refusé les avances de Giscard.

Ce n'est pas la première fois en effet que ceux-ci sont invités à l'Elysée. En octobre 1974, quelques mois après son élection, Giscard avait invité « l'en-

semble des dirigeants de la majorité et de l'opposition ». A cette époque, PC et PS avaient vertueusement refusé cette invitation. Pour Marchais, il

n'était pas question d'aller à l'Elysée à cause du « refus du pouvoir de discuter avec les travailleurs qui luttent pour sauvegarder leur niveau de vie ». Qu'est-ce qui aurait donc changé depuis de ce point de vue ?

Le PS avait également refusé en déclarant qu'« une invitation adressée par le président de la République aux dirigeants de l'opposition - invitation dont le principe doit être approuvé - restait sans objet dans les circonstances présentes, alors que la liberté d'expression continuait de subir, dans le pays, de graves atteintes ». Donc aujourd'hui, Mitterrand estime que les libertés sont mieux respectées qu'il y a trois ans ! Il est vrai qu'à cette époque, il existait encore un programme commun, qui pouvait faire illusion.

Chevènement en guerre contre la ligne Rocard

Le CERES cherche toujours les responsables de l'échec de l'Union de la gauche les 12 et 19 mars. Et il a trouvé : ils sont deux, Fajon du PCF et Rocard du PS. Pour Chevènement qui se fait interviewer par *Le Matin* de mardi, la « ligne Soarès » préconisée par Rocard a alimenté le repli sur soi du PC prôné par les « durs » type Fajon. Il faut donc remettre en chantier l'Union de la gauche et un nouveau programme commun excluant ces extrêmes. Une phrase révélatrice dans la bouche de Chevènement : « Si la synthèse était impossible avec le CERES à Nantes, comment l'aurait-elle été avec le PC, trois mois plus tard ? ». Peut-on dire plus clairement que la ligne Chevènement et la ligne Marchais c'est très, très proche ?

Editorial laborieux

Laborieux. C'est bien le mot pour qualifier l'éditorial de Salini dans *L'Humanité* de mardi. C'est après un long développement sur l'intervention du PCF en Bretagne, ses démarches au conseil régional, ses appels à la solidarité nationale, d'où la conclusion logique : « Dès lors la démocratie se défend et s'étend sur tous les terrains ». Tout cela pour en venir à justifier la visite de Marchais à l'Elysée : « Sommes-nous loin des entretiens qui vont avoir lieu à l'Elysée ? Dans le dur combat qui oppose les forces de progrès aux forces de réaction, aucune occasion n'est à négliger. Aucune ». Visiblement, il doit y avoir plus d'un militant de base du PCF, qui s'interroge sur les raisons qui poussent Marchais à aller visiter Giscard, visite qui, il y a quelque temps, était présentée comme une « manœuvre du grand capital ».

Hausse des prix : la relance

L'indice officiel des prix de février devait être rendu public mercredi. Il serait de 0,7%, voire 0,9%. L'indice de la CGT enregistre par contre une hausse de 1,3%. Cette différence paraît être due aux méthodes de calcul diverses, choisies pour calculer la hausse des prix : alors que l'indice de l'INSEE répartit plus les hausses au cours de l'année, l'indice CGT les enregistre immédiatement. Février a ainsi été un mois de fortes hausses : loyers HLM, mobilier, produits laitiers, l'essence, les transports. En avril, il devrait en être de même, augmentations des prix du gaz et de l'électricité : + 11%, des PTT : téléphone, timbre à 1,10 F. Au 15 avril, les produits pharmaceutiques vont augmenter de 2,5%. En mai, le charbon doit augmenter de 6%, le tabac de 15%, l'essence et les produits pétroliers de 7%.

Deux plastiqueurs d'extrême-droite arrêtés

Les gendarmes de la Garde ont arrêté deux personnages membres d'organisations d'extrême droite qui ont participé à trois attentats à l'explosif : dans la nuit du 13 au 14 mars, ils avaient fait sauter un local de l'Amicale des Algériens en Europe à Toulon. Dans la nuit du 21 au 22, ils avaient plastiqué une permanence du PCF, ainsi qu'une librairie de ce parti, le 15 novembre. Raymond Goudart et le mineur de 17 ans arrêté avec lui, sont-ils l'amorce d'une piste noire qui permettrait de retrouver les responsables de nombreux attentats qui ont eu lieu ces derniers mois ? Le meurtre du gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, Laïd Sabaï, avait, rappelons-le, laissé la police dans une impuissance totale.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

Des lendemains qui déchantent

Lutte Ouvrière a tiré le bilan de sa campagne dans un récent numéro de son journal. Après une mobilisation assez énorme, le ton n'est guère à la satisfaction pour cette organisation. « Les résultats de *Lutte Ouvrière* - 474 401 voix, soit 1,70 % des suffrages exprimés - sont inférieurs aussi bien à ceux que nous avons obtenus en 1973 (...) qu'à ceux qu'Arlette Laguiller avait recueillis aux présidentielles de 1974 (2,33 %) ». « Le nombre total des suffrages de *Lutte Ouvrière*, cette année, est inférieur de plus de 100 000 à celui d'Arlette Laguiller aux présidentielles ».

Quelques raisons sont données : la concurrence à l'extrême-gauche, le type d'élections qui favorisent les grands partis, la campagne du PCF qui a pu capter des voix d'extrême gauche en se donnant un visage plus « dur » par sa polémique contre le PS.

L'heure est donc à la déception pour ces militants qui ont sillonné la France pour, selon leurs objectifs clairement exprimés, « rassembler le maximum de suffrages ». Et il est vrai que tout avait été fait dans ce but ; notamment le type même de campagne, visant à rassembler des suffrages de mécontents sur des bases extrêmement floues.

Mais que vont donc faire maintenant les militants de LO ?

abonnez-vous

abonnez vos amis



LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction. Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

- Le tome V de Mao Tsé-toung.
- Ou parmi les livres :
- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard (Paule Lejeune)
 - + La Commune en bandes dessinées
 - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
 - Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
 - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN).
 - La Commune de Paris (Lissagaray).
 - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
 - L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
 - Salaire aux pièces
 - L'électro-nucléaire. (CFDT)
 - Nucléaire, danger immédiat.
 - Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca Chile □ Resistencia □ Naussac □
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Kí Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

LUTTES OUVRIERES

Séguy à l'Élysée

«DONNER SUITE AUX PROMESSES»...

Il est seul à y croire !

A peine le scrutin du deuxième tour était-il connu dimanche soir, que Séguy déclarait : «*Nous sommes des syndicalistes et nous tenons compte du scrutin. Les élections sont passées mais les problèmes économiques et sociaux demeurent. Nous avons été attentifs à ce que les porte-paroles de la majorité sortante ont déclaré durant la campagne électorale. Ils ont dit notamment : si nous l'emportons, nous ferons davantage de social, nous relancerons la politique contractuelle, nous créerons des emplois, nous devons admettre que le SMIC à 2 400 F est une revendication légitime, de même que la 5^e semaine de congés. Si ces propos n'étaient pas inspirés par la démogogie électorale, ils devraient avoir une suite concrète.*»

Sérieusement, est-ce parce que JJSS a lancé quelques mots sur le SMIC à 2 400 F que Giscard va les accorder demain ? Sé-

rieusement qu'y a-t-il donc dans les promesses électorales de l'équipe au pouvoir ? Rien sur les salaires, rien de glorieux sur l'emploi : il est question dans le programme de Blois par exemple, de «*défense effective des secteurs industriels en difficulté* (textile, chaussure, construction navale)». Là-dessus, les travailleurs de Boussac sont fixés, de même que ceux de Rhône-Poulenc et d'ailleurs ! Ils n'auront pas eu à en bénéficier ! Il est aussi question de «*mise en place d'une agence pour la création d'entreprises*», de la «*reconduction des dispositions du pacte national pour l'emploi des jeunes*». Est-ce là ce que demandent les syndiqués CGT, eux qui refusent ces sta-

ges-parkings pour la jeunesse et qui exigent l'embauche des stagiaires Barre ? On nous a promis aussi «*la création au second semestre de cette année, de 5 000 emplois d'Etat à temps partiel*». Là encore, est-ce ce que demandent les postiers, les hospitaliers ? Non, c'est des dizaines de milliers d'emplois à temps plein qu'ils exigent !

Sur toute la ligne, les promesses électorales de Giscard et de Barre sont des promesses d'austérité sans rapport avec les revendications mises en avant par les syndiqués et l'ensemble des travailleurs. Séguy va-t-il, comme Edmond Maire la semaine dernière, donner quelques mois de délai au gouver-

nement pour se faire une idée de ce qu'il est capable de faire ? Comme si deux années de plan Barre n'en avaient pas donné la mesure exacte, comme si ça ne suffisait pas ! Tout confirme que le gouvernement est en train de mettre au point un programme pire que tous les précédents, et qu'il n'est pas nécessaire d'être bien clairvoyant pour s'en douter...

Pendant des années, la direction CGT a tout fait pour étouffer les luttes, pour les canaliser vers les élections de Mars.

Et aujourd'hui Séguy, parle d'ouvrir des négociations tous azimuts ! Sur quelle base ? Avec quel rapport de force ? Comment imaginer que Giscard va faire des concessions importantes ? Les travailleurs ne sont pas prêts à patienter plus longtemps, ni à laisser se mettre en place un nouveau plan d'austérité !

Brest : depuis un mois les marins du «Charcot» et du «Suroît» sont en grève

Mercredi dernier, réunis en Assemblée générale à Brest, les marins du «Charcot» et du «Suroît», deux bâtiments océanographiques du CNEXO ont déci-

dé à la quasi unanimité de poursuivre la grève pour leurs revendications à la mensualisation et surtout l'obtention d'une «prime océanographique» subs-

tantielle comme la touchent les personnels de commandement et les scientifiques qui participent aux missions de recherche en mer. Sur ces points les

propositions du CNEXO ne sont pour l'instant que de vagues promesses, suspendues au bon vouloir du ministère des Finances.

La grève a démarré voici bientôt un mois alors que le «Charcot» devait quitter sa cale sèche et que le «Suroît» subissait des réparations légères. En bloquant la sortie du «Charcot» l'équipage a provoqué en même temps l'immobilisation d'un autre bâtiment du CNEXO placé en cale sèche derrière le «Charcot».

De plus, la grève intervient, alors que le «Charcot» devait partir en Méditerranée essayer une sonde multifaisceaux particulièrement sophistiquée. Cet appareil américain le «Seabeam» équipe vraisemblablement certains navires de guerre des Etats-Unis mais le «Charcot» est le premier bâtiment océanographique à en être équipé : le faisceau balaye une longueur de fond marin équivalant à la distance de la quille au fond. Il faut remarquer toutefois que c'est bien le seul côté «moderne» du «Charcot» bâtiment d'avoir un douze ans d'âge et dont l'équipement en radios pour les marins est très défectueux. L'impossibilité d'avoir un minimum de loisirs sur le bâtiment est d'ailleurs une des raisons qui a motivé la grève.

Assurances GAN de Bordeaux

POUR VAINCRE, AVANT OU APRES LES ÉLECTIONS, LA LUTTE !

Depuis le 24 février, 50 employés du service Contrat-groupe (Assurances Vie) paralysent par leur lutte le siège administratif des assurances GAN.

Leurs revendications : 300 F d'augmentation de salaire, 200 F pour leurs frais de déplacement et

une amélioration de leurs conditions de travail. Pour l'instant, la direction leur oppose le mutisme le plus total. Les grévistes ont gagné le soutien des 500 employés du GAN de Bordeaux et le soutien des ouvriers et des employés qu'ils ont rencontré lors de collectes et de leurs diffu-

sions de tracts. Ceux à la CGT qui refusaient de s'engager à côté des employés essentiellement en raison des échéances électorales, refont surface et lancent : «*Nous avons toujours été contre les grèves minoritaires, vous allez à l'échec !*». Face à l'intransigeance de la direction, les grévistes ont eux, la volonté de renforcer l'unité : d'accroître le soutien extérieur en popularisant leur lutte. Tenter d'entraîner dans la grève d'autres centres comme Paris par exemple, tels sont les moyens qui sont envisagés par certains syndicalistes CFDT : preuve que la détermination des grévistes reste entière.

Autour de leur lutte, organisons la solidarité !

Corr. Bordeaux

219 licenciements à Term-Cailloux

Term-Cailloux, une société de robinetterie qui emploie 371 personnes, vient d'être mise en règlement judiciaire. Le patron, Gerland, vient d'annoncer son intention de licencier 219 salariés sur un effectif total de 371 personnes. Des mesures de restructuration touchant quatre usines à Vaulx en Velin (Rhône), Pélussin et Bourg Argental (Loire), Annonay (Ardèche), ont également été annoncées qui tendent à l'éclatement de ces unités.

Chantiers de la centrale nucléaire de Braud-Saint Louis : un mois de grève

«DES NÉGOCIATIONS, OUI, MAIS POUR SATISFAIRE NOS REVENDICATIONS»

● Les 1 200 ouvriers du chantier, sont en grève depuis le 24 février pour les revendications suivantes : augmentation des indemnités de déplacement de 17 F par jour ; abolition des 3 échelons ; alignement des salaires à l'échelon supérieur ; ouverture des négociations pour le point à 24 F ; le point à 20 F tout de suite, soit 2 400 F pour l'ouvrier manœuvre. A l'origine de leur lutte, également, le rejet des conditions de travail sans aucune sécurité sur le chantier, et pour ces travailleurs qui sont en majorité des travailleurs immigrés, le rejet des conditions de vie qui leur sont imposées, loin de toute activité sociale.

Les patrons, qui jusqu'à présent avaient refusé toute négociation, ont fait samedi dernier les propositions suivantes : 3 % d'augmentation, 7 F en plus pour l'indemnité de déplacement, 900 F de paye pour le mois de grève et 500 F d'avancement, pour ceux qui le demandent. Face au refus de la délégation, composée de délégués syndicaux et de membres du comité de grève, les patrons ont proposé une nouvelle rencontre mardi à 5 heures du matin ! Pourquoi à 5 heures du matin ? Parce que la direction compte bien, moyennant un «geste» qui irait par exemple jusqu'à donner 10 F d'augmentation de l'indemnité de déplacement, obtenir la reprise du travail pour le matin même.

Dans tous les cas, les travailleurs réfléchissent actuellement sur leur longue lutte et son issue. Dès maintenant d'ailleurs dans les discussions de nombreuses interrogations sont soulevées.

Cette longue lutte montre l'extrême détermination des travailleurs à faire aboutir leurs revendications malgré l'isolement, les difficultés financières et l'intervention des flics contre le piquet de grève le 14 mars. Des tentatives pour populariser la lutte et élargir le soutien ont été faites à l'initiative du comité de grève. Des distributions de tracts ont eu lieu dans la région, notamment à Bordeaux, une manifestation était organisée mercredi dernier à Blaye, localité toute proche pour gagner le soutien de la popula-

tion ; des collectes ont été organisées. A l'occasion, d'ailleurs de l'une d'entre elles, sur une route près de Bordeaux, les flics ont voulu arrêter des militants CGT, et seule la mobilisation des travailleurs présents les en a empêchés.

UNE GREVE GÊNANTE, POUR LA DIRECTION

Mais les initiatives découlent pour la plupart du comité de grève et nombreux sont les travailleurs qui reprochent à la direction départementale CGT des les avoir laissés se démener au niveau de l'organisation de la grève sans apporter de réel soutien : absence de comité d'animation, absence d'assemblée générale quotidienne permettant de maintenir la participation de tous les grévistes ; au début de la grève, c'est plusieurs centaines de travailleurs qui participaient tous les jours au piquet de grève.

Cette attitude de la direction CGT, un certain nombre de travailleurs l'expliquent par son alignement sur le PCF, dont les prises de position concernant le nucléaire ne contredisent pas la politi-



Manifestation avec la participation des enfants des grévistes.

que du tout-nucléaire conduite par la bourgeoisie au pouvoir.

Les grèves qui peuvent se déclencher sur des chantiers de centrale nucléaire retardent les travaux et ne bénéficient pas de leur soutien, c'est le

moins que l'on puisse dire. Les travailleurs de Braud ne manquent d'ailleurs pas de rappeler l'attitude de la direction CGT lors d'une lutte précédente sur le chantier en novembre 77.

UNE ATTITUDE QUI A DES PRÉCÉDENTS

Deux travailleurs immigrés, dont l'un était délégué CGT et l'autre CFDT, l'année dernière, étaient allés voir le patron pour demander l'application de la loi-intempéries. Le patron fit appel à quelques garde-chiourmes et leur dit : «Tapez-les avec des barres de fer, même si vous les tuez, je vous paie». Les travailleurs sont alors frappés sauvagement tous les deux, et blessés, l'un deux a le bras cassé. La grève se déclenche aussitôt. Que fait alors la direction CGT ? Elle empêche la poursuite de la grève en signant un protocole d'accord avec le patron, accord qui peut être qualifié de crapuleux : elle reconnaît dans ce protocole que les deux travailleurs sont licenciés mais embauchés dans une autre entreprise qui travaille sur le chantier, elle s'engage de plus, à ne pas représenter ces 2 travailleurs comme délégués syndicaux aux prochaines élections, et enfin elle ne s'opposera pas à la mutation sur un autre chantier, libre ensuite au patron de les licencier ! Ces deux travailleurs qui ont porté plainte pour coups et blessures seront défendus par un avocat proposé par la direction CGT, mais certes pas gratuitement : 500 F et 800 F pour l'ouverture du dossier !

Il est essentiel que le front anti-taxe se renforce dans son nombre, mais aussi que sa cohésion soit celle de ceux qui ont effectivement les mêmes intérêts. C'est avant tout les producteurs qui, en ayant cette taxe paient leur propre élimination.

Une équipe Loire Atlantique-Vendée (Extraits de Vent d'Ouest)

Face à cette attitude scandaleuse, des travailleurs avaient fait appel à la CFDT, ce qui leur valut de se faire dénoncer comme gauchistes par la direction CGT. La signature de ce protocole avait d'ailleurs soulevé quelques remous au sein de la CGT-bâtiment, et notamment de la commission exécutive.

DES DÉBATS NOUVEAUX, NÉS DANS LA LUTTE

Aussi, dans la lutte actuelle les travailleurs ont-ils décidé de conserver tout le contrôle de leur lutte et tout particulièrement au niveau des négociations. Quand les responsables CGT disent dans un tract : «de véritables négociations» des travailleurs répondent eux «nous ne reprendrons le travail que si le patron accepte nos revendications».

En attendant, les travailleurs comptent multiplier les occasions pour renforcer la mobilisation et élargir le soutien autour d'eux. Ils ont l'intention, par exemple de projeter le film «Condamnés à réussir» réalisé par les travailleurs de l'usine de retraitement de déchets nucléaires de La Hague et de débattre des problèmes posés par le nucléaire.

Cette grève prouve la volonté de ces ouvriers de ne compter que sur leur lutte, face à la bourgeoisie qui les surexploite avant d'envoyer contre eux ses flics. Face aussi aux partis de gauche qui préfèrent casser les luttes et empêcher que ne se tiennent les débats qu'ils ne contrôlent pas.

Septembre à mars sans taxe SIX MOIS DE REcul POUR LE POUVOIR

● Septembre à mars : cela fait six mois que les producteurs de lait se battent contre la taxe de co-responsabilité. Nous publions aujourd'hui le bilan de ces six mois de lutte, bilan rédigé par une équipe de Loire Atlantique Vendée de Paysan-Travailleur, et parue dans Vent d'Ouest N° 62.

L'opposition à la taxe de co-responsabilité n'a jamais connu une telle ampleur.

Après un refus surtout localisé à la côte atlantique, c'est un peu à tout le pays qu'il s'étend :

— Dans le Nord où les producteurs sont allés manifester devant les laiteries qui prélevaient.

Le comité de défense des producteurs de lait de la Manche a entrepris une distribution massive de tracts et la signature d'une pétition sur la taxe de co-responsabilité.

Cette pétition semble recevoir l'appui d'un nombre très important de paysans. Les choses en sont là, la neige et le gel retardent les réunions.

— Dans l'Est où commence une campagne d'information.

Actuellement nous approchons les 50 % de lait collecté sans taxe. Marcel Deneux, président FNPL, annonce le 1/3 de la collecte, peu importe. Mais quel désaveu pour son organisation ! Plus prompt à adapter la production laitière aux besoins du

capitalisme qu'à défendre le revenu des producteurs.

Fait significatif : des coopératives ayant prélevé en Octobre et Novembre et Décembre, rejoignent le camp des opposants. Elles s'estiment trompées, les préalables de la FNSEA n'étant pas respectés. C'est vrai que la dévaluation du franc vert de 2,5 % ne rime plus à grand chose avec des Montants Compensatoires à plus de 20 % !

LES PRESSIONS DU FORMA

Mais malgré cette opposition croissante des menaces de répression se font jour.

Il ne pouvait qu'en être autrement puisque la FNSEA a demandé, à maintes reprises, au pouvoir de châtier les «mauvais payeurs». Aujourd'hui le FORMA commence à jouer du bâton envers les entreprises qui ne prélèvent pas. Toutefois ce dernier, après avoir envoyé les bordereaux en bonne et due forme, s'est contenté de n'envoyer qu'une partie

de la somme due (2 millions au lieu de la centaine pour la CANA) correspondant à des primes de dénaturation de la poudre de lait.

Pression évidente, mais qui n'est sans doute que cela ! Car, malgré une lettre ouverte de la FDSEA de Loire Atlantique dénonçant la manœuvre, le FORMA n'a donné aucune précision. Pour cause : il est lié contractuellement avec les entreprises pour ce genre d'opérations. Comment pourrait-il rompre unilatéralement ses engagements ?

Autre élément : après quelques indiscretions, nous savons que certaines entreprises privées sont dans le même cas. Comment se fait-il que seules les coopératives se soient empressées de mettre cela sur la place publique ? Décourager les producteurs ? Ou réorienter la mobilisation syndicale sur un terrain beaucoup plus favorable pour elles ?

LES MONTANTS COMPENSATOIRES : UNE PORTE DE SORTIE DANGÉREUSE

En effet depuis quelques jours un autre motif de mobilisation est mis en avant.

Après la FDSEA des Côtes du Nord, celle du

Pour soutenir financièrement les grévistes de Braud Saint-Louis, envoyez les dons :
Quotidien du Peuple
BP. 225 PARIS /5924 CÉDEX 19
qui transmettra.
(Mention : pour Braud Saint-Louis)

Mineurs américains : reprise votée de justesse



La sortie des mineurs d'Appalache (Virginie) après la première journée de reprise du travail.

LA PAIX SOCIALE MAL EN POINT

● C'est de justesse que le nouvel accord pour la reprise du travail a été acquis la semaine dernière chez les mineurs américains : à une majorité d'environ 56 % contre 42 %, avec une très forte proportion d'abstentions : 55 726 ont voté sur 160 000.

Après 109 jours de grève, les mineurs américains ont obtenu des concessions du patronat : ils gardent la possibilité de faire des grèves locales malgré la signature de conventions collectives, ils ont 37 % d'augmentation de salaires répartie sur trois ans.

Mais ils n'ont pas obtenu satisfaction sur un point central de leurs revendications, le maintien de leur système de sécurité sociale qui leur assurait le remboursement intégral de leurs frais médicaux. Désormais, ils devront les payer à concurrence de 200 dollars par an.

UNE REPRISE CHAOTIQUE

Le travail devait reprendre en début de semaine. Cependant, il n'est pas sûr que tout soit réglé aussi rapidement. En effet, il y a toujours conflit entre les patrons et les travailleurs de la construction et de l'entretien des mines. Si la direction syndicale de cette fédération de travailleurs a signé un accord, il n'a pas été approuvé par la base. Comme le vote à ce sujet peut durer plusieurs jours, il est probable que dans de nombreux puits, les travailleurs de la construction et de l'entretien vont organiser des piquets et empê-

cher la reprise de la production. On n'exclut pas que, dans des puits où la continuation de la grève avait été votée massivement, les travailleurs ne refusent la signature de l'accord et maintiennent leurs piquets.

L'AUTORITÉ DE CARTER MAL EN POINT

Le gouvernement américain qui s'est engagé à fond dans le conflit en prenant directement en main les négociations, semble conscient qu'il n'y a pas lieu de chanter victoire à la fin de ce conflit qui a brisé la paix sociale et qui ne prend fin qu'après un vote obtenu de justesse. Marshall, secrétaire d'Etat au Travail qui a suivi les négociations d'un bout à l'autre est étonné de la combativité des mineurs américains. Il

préconise la réunion d'une commission présidentielle pour éviter les grèves sauvages. Perplexe sur l'efficacité de la collaboration de classes, il a déclaré : «Le problème avec les négociations collectives, c'est qu'elles ne règlent pas vraiment les problèmes... On n'est jamais sûr de réussir... On ne peut pas vraiment dire pourquoi il y a des grèves sauvages».

Carter qui rencontre bien des difficultés au sein même des milieux dirigeants, ne sort pas renforcé de ce conflit : les mineurs n'ont pas répondu à ses appels à la reprise au nom de l'avenir des USA. Ils n'ont pas non plus été impressionnés par son utilisation de la loi Taft Hartley qui lui permettait de réquisitionner les mineurs : l'administration américaine a été obligée d'en suspendre l'application.

A l'heure du «consensus» giscardien, l'échec du «modèle» britannique

Le bilan de la gestion social-démocrate

«Un Programme commun pour qu'une Europe démocratique et socialiste commence à émerger», déclarait Tony Benn, ministre britannique de l'énergie et porte-parole de la «gauche» travailliste au Congrès du PS de Nantes en juin dernier. Il précisait le premier point de ce programme : «Le besoin d'un mouvement syndical fort, unifié et libre (pour protéger les intérêts des travailleurs et de leurs familles aux niveaux national et international) et des liens organiques entre ces syndicats et les socialistes démocrates qui travaillent pour eux dans le domaine politique au sein des Parlements de leurs pays».

Tony Benn indique là un aspect central du projet social-démocrate. En effet les syndicats ont été au centre des préoccupations des gouvernements Wilson et Callaghan. Ils ont associé les directions syndicales à la formulation et l'exécution de leur politique. Quels sont donc ces liens organiques entre les syndicats et la politique du parti travailliste ?

DES PROMESSES «ALLECHANTES»

Les travaillistes sont arrivés au pouvoir en 1974, après une période de luttes et de confrontations aiguës entre le gouvernement conservateur et la classe ouvrière. Les travaillistes ont instauré alors le «contrat social» avec le Trade Union Congress (unique centrale syndicale en Grande-Bretagne). En échange d'une

«restriction volontaire des revendications salariales», le gouvernement Wilson mettait en avant des promesses alléchantes.

— une réduction importante de l'inflation, — une diminution du chômage : «Nous rejetons absolument la politique avancée par les conservateurs de lutter contre l'inflation en jetant des millions sur le pavé».

— la croissance du «salaire social» à travers l'expansion et l'amélioration des services sociaux de l'Etat. Par exemple : «Un progrès constant vers un service de santé complètement gratuit», et «une grande augmentation du programme de construction de logements».

— des mesures pour donner «au peuple britannique comme travailleur et comme consommateur davantage de contrôle sur les puissantes forces privées qui dominent actuellement notre vie économique».

Bref, si les syndicats lui laissaient les mains libres, le gouvernement travailliste se faisait fort de combattre la crise, le «mal britannique» et de réussir un «miracle britannique», comme on parle du «miracle allemand».

PRIX SALAIRES : L'ECART SE CREUSE

Quel est le résultat aujourd'hui ? Le taux de l'inflation, c'est vrai est passé de 20 % en 1974 à 10 % l'année dernière. Mais les salaires réels sont loin d'avoir

suivi : en 1976, par exemple, le pouvoir d'achat du salarié britannique moyen a diminué de 8 %, ce qui constitue la baisse la plus importante depuis les années trente. Et ces chiffres «moyens» sous-estiment les véritables effets car la plupart des travailleurs gagnent moins que cette moyenne et doivent dépenser un plus important pourcentage de leur budget pour des produits qui augmentent davantage. Dans un pub (bistrot) à Salford, j'ai entendu un mécanicien dire : «Je ne vois pas comment on peut arriver à s'en sortir avec moins de 80 livres par semaine». Et une ouvrière OS lui répondait : «Moi je dois élever mes trois enfants avec 40 livres !».

CHÔMAGE : A CONTINUÉ

En contrepartie, la classe ouvrière britannique a-t-elle gagné, comme le promettaient les travaillistes un peu de sécurité d'emploi ? Au contraire, la situation a empiré : 593 000 chômeurs en 1974, plus de 1 600 000 aujourd'hui, sans compter les emplois à mi-temps ! Alors que les travailleurs avaient voté en fonction du slogan «Retourner au travail avec les travaillistes», c'est le taux de chômage le plus important depuis 1939.

Ce n'est pas dans les entreprises nationalisées en fonction du programme gouvernemental qu'on observe une amélioration de l'emploi. C'est ainsi que

● Faire peser tout le poids de la crise sur les travailleurs, tel est bien le souci n° 1 des bourgeoisies européennes aujourd'hui. Et pour ce faire, obtenir l'accord, la complicité des directions syndicales pour éviter un affrontement avec la classe ouvrière. C'est ce que Giscard tente de faire à sa manière, en recevant Maire et Ségué à l'Élysée. Il recherche ce fameux «consensus social» que Mitterrand se faisait fort d'obtenir dans de meilleures conditions.

A plusieurs reprises, Giscard s'est plaint de la «mauvaise volonté» des syndicats français et a donné en exemple l'attitude des syndicats allemands et britanniques. En Grande-Bretagne, c'est le parti travailliste, au pouvoir depuis 1974, qui a imposé aux travailleurs le «combat social» en renforçant l'intégration des syndicats. Alors que la Grande-Bretagne était touchée par la crise, en pleine période de restructuration, le parti travailliste au pouvoir s'est servi de ses liens historiques avec les syndicats (qui sont intégrés à ce parti) pour faire passer l'austérité bien mieux que ne l'auraient fait les conservateurs.

Callaghan s'est déclaré favorable au plan de British Leylan (entreprises d'automobiles nationalisées qui doit mettre sur le pavé 12 500 travailleurs. Un même nombre est prévu à la British Steel (industrie sidérurgique nationalisée).

LE DÉGOÛT OUVRIER

En ce qui concerne le logement, on n'a qu'à se promener dans les rues des sombres villes industrielles du Nord de l'Angleterre pour voir des maisons condamnées, avec les fenêtres murées, alors que 50 000 familles, selon les chiffres officiels, n'ont pas de logement décent et que 200 000 travailleurs du bâtiment cherchent du travail.

Finalement, la classe ouvrière a dû, une fois de plus, se serrer la ceinture, sous l'influence d'un parti qui gère la crise du capitalisme en se réclamant du socialisme. Il a certainement été mieux à même de tromper les masses grâce aux fameux «liens organiques» entre les travaillistes et les syndicats.

Un ouvrier d'une brasserie de Manchester exprimait ainsi son dégoût : «C'est clair, malgré ses promesses de «faire payer les riches», le parti travailliste au pouvoir n'a fait que les servir. Il faut que les travailleurs se rendent compte que le parti travailliste n'est pas leur parti».

Correspondance

(à suivre)

Sud-Liban

Casques bleus ou pas

C'EST TOUJOURS LA CONFRONTATION

● Weizman, ministre de la Défense de l'État sioniste a lancé, lundi, un ultimatum, déclarant que l'armée israélienne reprendrait les combats dans les 48 heures si elle n'avait pas de garanties sur le départ des troupes de la Résistance.

Selon les sionistes, le rôle des casques bleus serait de chasser les Palestiniens du Sud-Liban.

A Beyrouth, Yasser Arafat a déclaré que pour l'OLP, le rôle des forces de l'ONU était de «contrôler le retrait immédiat et complet des forces israéliennes du Sud-Liban». Mahmoud Labadi, porte-parole de l'OLP, a déclaré à Tyr : «Tant que les Israéliens se maintiendront au Sud-Liban, ils ne peuvent que s'attendre à des attaques.»

Selon un communiqué de l'agence Wafa, les Israéliens ont bombardé des positions de la Résistance au Sud-Liban. Les forces palestiniennes ont riposté ; près de Merjayoun, un camion militaire israélien a été détruit par des tirs de roquettes. Un autre véhicule des troupes d'agression a sauté sur une mine non loin de là.

Les casques bleus ont pris position en plusieurs points, malgré quelques accrochages. Alors que les

sionistes avaient accusé les forces de la Résistance d'avoir tiré sur un contingent suédois de l'ONU, le porte-parole de l'ONU au Sud-Liban a rétabli les faits : près du pont de Khardala sur le Litani, la patrouille suédoise a été prise entre deux feux au cours d'un échange de tirs entre les forces de la Résistance et les sionistes.

Begin est rentré de Washington, très mécontent de ses entretiens avec Carter. Le président américain a en effet critiqué les positions de Begin sur la Cisjordanie qui entravent la relance du plan de «paix» américain. Begin a obtenu un soutien total de son cabinet contre les pressions de Carter.

Au cours de leurs entretiens, Carter ne semble même pas avoir discuté avec Begin de l'invasion du Sud-Liban qui, grâce

à la résolution de l'ONU demande le retrait immédiat des troupes sionistes qui ont agressé et envahi le Sud-Liban, Israël dans sa logique expansionniste, prétend dicter sa loi au Sud-Liban et continuer intégralement son occupation «au moins pendant quinze jours».

aux USA, n'avait pas été condamnée à l'ONU. Les sionistes ont été suffisamment armés par l'impérialisme US pour pouvoir continuer la guerre sans lui demander son avis.

Les pressions de Carter ne vont pas jusqu'à remettre en cause la garantie que donnent les USA à la «sécurité d'Israël», c'est-à-dire le soutien à une politique d'agression et d'expansion.

Cependant Begin, pour faire preuve de bonne volonté, s'est déclaré prêt à prendre de nouvelles initiatives en direction de l'Égypte. Mais comme l'a déclaré Yasser Arafat au magazine américain *Newsweek*, «l'initiative de paix du président Sadate est morte cette semaine sous les chenilles des chars et sous les bombes des avions américains.»

La position de la Syrie

Alors que la «Force arabe de dissuasion» avait pris la veille une position inquiétante contre les «ingérences militaires au Sud-Liban», un porte-parole du gouvernement a précisé la position de la Syrie en ce qui concerne le transit de l'aide à la Résistance Palestinienne : «La Syrie continuera à permettre le transit par son territoire de toute aide humanitaire ou militaire, d'où qu'elle vienne, vers la Résistance Palestinienne au Sud-Liban, surtout en ce moment où la lutte est engagée contre Israël, dont les troupes occupent toujours des territoires libanais.»

Paris : rassemblement contre l'invasion du Sud-Liban



Les manœuvres de dernière minute et l'attitude assez provocatrice de la police n'auront finalement pas empêché le rassemblement convoqué à Paris samedi après-midi, en sou-

lien à la Résistance Palestinienne et aux patriotes libanais, d'être un succès appréciable. Première initiative qui sera suivie, cette semaine, par un meeting et une manifestation de

protestation contre l'intervention sioniste au Sud-Liban.

D'emblée, en effet, il était clair que la préfecture voulait empêcher le succès de l'initiative de samedi. Après avoir donné son accord pour un rassemblement à Barbès, lieu de concentration des travailleurs immigrés, elle le retirait la veille au matin, renvoyant le lieu à Stalingrad, alors qu'il était difficile de revenir sur les consignes données au préalable par la propagande. Il fallut donc un temps appréciable pour rassembler les nombreux manifestants qui recherchaient le rassemblement à Barbès.

Finalement, une bonne partie devait quand même rejoindre le nouveau point de rencontre, tandis qu'un cortège se formait même depuis Barbès jusqu'à Stalingrad. Matraquage du cortège, interpellations de militants sur les lieux mêmes du rassemblement autori-

sé, n'empêchaient pas un millier de personnes de crier leur indignation : «Troupes sionistes hors du Liban !» «A bas Israël, Palestine démocratique !» «Non à la fermeture du Bureau de l'OLP !» «Vive la lutte armée palestinienne !». Ce rassemblement très enthousiaste était clôturé par les prises de parole d'un représentant de l'OLP, de celui du Mouvement National Libanais, et du Collectif National pour la Palestine, au nom des organisations françaises.

Métro Stalingrad, alors que le millier de manifestants se dispersait, sur le quai, la police, en tenue de combat, «bidules» ostensiblement arborés, recherchait encore l'incident. Alors que les portes de la rame se refermaient, sur les manifestants, un cri unanime : «Palestine vaincra !» narguait l'impuissance policière.

MANIFESTATION A LILLE

Samedi matin s'est déroulée à Lille une manifestation de soutien à la résistance palestinienne et au mouvement national libanais, à l'appel du Comité Palestine, de la GUPS et des organisations étudiantes arabes. C'était la première manifestation sur la Palestine qui se déroulait à Lille.

Malgré la mobilisation très rapide, elle a rassemblé plus de 300 personnes. Ceci est d'autant plus positif que l'on a pu remarquer la présence importante de travailleurs immigrés. Dans le centre-ville les slogans : «Nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes un peuple en lutte», «Pas de paix sur le dos du peuple palestinien» ont reçu un écho très favorable parmi les passants, dont un certain nombre sont venus rejoindre la manifestation.

Le gouvernement français ayant été l'un des premiers à se ranger aux côtés des sionistes dans leur tentative d'extermination du peuple palestinien, les progressistes français ont montré par cette manifestation le chemin de la solidarité dans la lutte, avec tous les peuples opprimés du monde. Correspondant Lille

OPÉRATIONS EN PALESTINE OCCUPÉE

UNE LUTTE PERMANENTE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Le samedi 11 mars, le mouvement national de Libération de la Palestine, le «Fath», revendiquait l'opération de Tel Aviv. Cette opération n'est pas un fait isolé dans la lutte de la Résistance. Elle n'est que la poursuite de cette lutte armée, menée et renforcée notamment depuis la fin de la guerre au Liban.

Les caractéristiques de ces opérations sont les suivantes :

- Elles se sont déroulées en complète liaison avec les mouvements de masses à l'intérieur de la Palestine. Les soulèvements se sont poursuivis, contre la colonisation, la judaïsation, contre la prétention sioniste à trouver un autre représentant du peuple palestinien que l'OLP, contre la visite de Sadate à Jérusalem.

- Les opérations ont couvert l'ensemble de la Palestine et les différents points stratégiques : militaires, compagnies d'État, banques etc.

- Plusieurs opérations doubles ont été menées : tout d'abord une explosion détruit la cible, puis une autre explosion se produit plus tard, lorsque les officiers et spécialistes sionistes se trouvent sur les lieux.

- Ces opérations ont prouvé la capacité de la Résistance à franchir les dispositifs de sécurité électroniques autour des villes et des colonies.

- La Résistance a tenu à assurer la sécurité de son peuple en liquidant les traîtres qui dénonçaient systématiquement les patriotes, qui travaillaient avec les services de sécurité sionistes.

- Chaque opération créait une panique extrême chez les sionistes ; et cela est reconnu même par les journalistes étrangers.

Quelques une de ces opérations au cours de l'année dernière :

- L'opération du bus : le 24 avril 1977, l'unité n° 1 travaillant à l'intérieur de la Palestine a fait exploser un bus de la compagnie Eged, travaillant entre Kirriat Jat et Beer Al Sabaa (au sud). Les sionistes ont reconnu l'opération, annonçant que 27 colons avaient été blessés.

- Le 13 mars 1977, les combattants palestiniens ont attaqué une voiture militaire remplie de soldats dans la rue Faycal à Naplouse. Les soldats ont été tués et blessés, la voiture détruite. Aussitôt, les autorités d'occupation ont imposé le couvre-feu dans la rue et ont déclenché une opération de fouilles, arrêtant environ 20 palestiniens.

- Le 21 février 1977, les combattants de l'intérieur ont déposé des mines sur la route entre deux colonies, Nitsana et Ras Al Romman au sud du Negueb. C'est la route utilisée par les parachutistes de la région.

- Une mine a explosé lors du passage d'une voiture militaire où se trouvait le lieutenant sioniste Youssi Yafi, dirigeant de la phalange des parachutistes.

- Plusieurs objectifs ont été bombardés par des roquettes Katioucha : le 30 janvier 77, le siège du gouvernement militaire de Naplouse, le 30 mars 1977, la colonie de Kfar Assioun.

- Les opérations d'affrontement direct avec les forces sionistes sont celles qui créent une grande panique et celles où les forces combattantes palestiniennes ont des pertes. Un exemple sur ce genre d'opération :

- Le 12 août 1977, l'unité du martyr Kamal Adouane (celle qui a mené l'opération de Tel Aviv) a affronté directement les forces sionistes dans une caserne dans la région de Halhouh, près d'Al Khalil. Une bataille de 25 mn où les sionistes tentèrent d'encercler les combattants. Ceux-ci ont commencé à se retirer, en tirant le plus possible sur les forces sionistes, qui ont eu de grandes pertes. Le dirigeant de l'unité Kamal Adouane, Ismaël Hassan Hamad Waga est tombé durant cette bataille.

- Le 25 janvier 1978, une unité palestinienne travaillant à l'intérieur a fait exploser un immeuble où se réunissent les services de renseignements à Jérusalem, dans la rue Shamouil Hariabi.

- Le 3 février dernier, l'unité des martyrs Saïd Hammami (représentant de l'OLP à Londres assassiné) a fait poser de forts explosifs à l'intérieur de la rue Ben Yahouda à Jérusalem. Les explosifs trouvés par les forces sionistes qui les ont transportés à Maskoubieh. Là, l'explosion s'est produite tuant et blessant des dizaines de policiers, de spécialistes sionistes.

- Le 20 février dernier, l'unité du martyr Salim Hama Rizk a fait exploser un bus de la compagnie Eged à Jérusalem. Cette opération a conduit la mort de 2 colons et 45 autres ont été blessés. Les sionistes ont reconnu l'opération.

- Le 29 janvier, les combattants palestiniens ont exécuté un conducteur militaire d'un autobus de la compagnie Dan, dans le village de Beni Saleh près de Ramallah.

Ce ne sont que des exemples qui montrent comment la Révolution Palestinienne, malgré tous les complots qui se déroulent contre elle, poursuit sa lutte armée à l'intérieur de la Palestine, en liaison avec les masses palestiniennes de l'intérieur.

Zimbabwe : sommet
des pays de la ligne de front

● Le règlement de Smith condamné

● Les USA mis au pied du mur

● Les présidents des pays de la Ligne de Front, Nyerere de Tanzanie, Kaunda de Zambie, Khama du Botswana, achel du Mozambique se sont réunis ce week-end à Dar es Salaam, capitale de la Tanzanie. Mugabe et Nkomo, co-présidents du Front Patriotique du Zimbabwe participaient à ce sommet, ainsi que Nujoma, dirigeant de la Swapo, organisation de lutte du peuple de Namibie.

Les dirigeants des pays de la ligne de front ont nettement condamné le «règlement interne» combiné par Smith avec Muzorewa et ses comparses pour replâtrer le pouvoir raciste au Zimbabwe. Dans le communiqué publié dimanche, ils déclarent : «Les pays de première ligne réaffirment leur soutien inconditionnel à la lutte armée conduite par le Front Patriotique pour atteindre l'indépendance de la Rhodésie et l'établissement d'un véritable gouvernement démocratique».

Les pays de la Ligne de Front ont sommé les USA et la Grande-Bretagne de continuer des négociations sur la base du plan anglo-américain dont le Front Patriotique a approuvé les grandes lignes.

Dans cette mesure, les pays qui soutiennent la lutte du Zimbabwe exigent que les Anglo-américains condamnent le «règlement interne» de Smith et définissent clairement leurs positions : «S'ils soutiennent encore leurs propres propositions, ils devraient

bouger et fixer au plus vite une rencontre pour continuer ce qui a été commencé à Malte. Si, au contraire, ils ont décidé d'abandonner leurs propres propositions pour lesquelles ils ont recherché le soutien du Front Patriotique, des Etats de la ligne de front et de la communauté internationale, qu'ils le déclarent sans équivoque et sans délai».

C'est ce qu'a dû s'entendre dire Young, ambassadeur de Carter à l'ONU, qui était venu en Tanzanie pour rencontrer les dirigeants de la lutte de libération. Les Etats-Unis continuent à vouloir imposer une solution qui consisterait en un «élargissement» du règlement interne de Smith en divisant le Front Patriotique avec le soutien escompté de certains gouvernements. Il semble qu'une fois de plus, le Front Patriotique et les pays de la Ligne de Front aient parlé d'une seule voix pour s'opposer au pouvoir raciste et aux manœuvres des impérialistes.

Aéroport de Narita

OFFENSIVE DES MANIFESTANTS DU LARZAC JAPONAIS

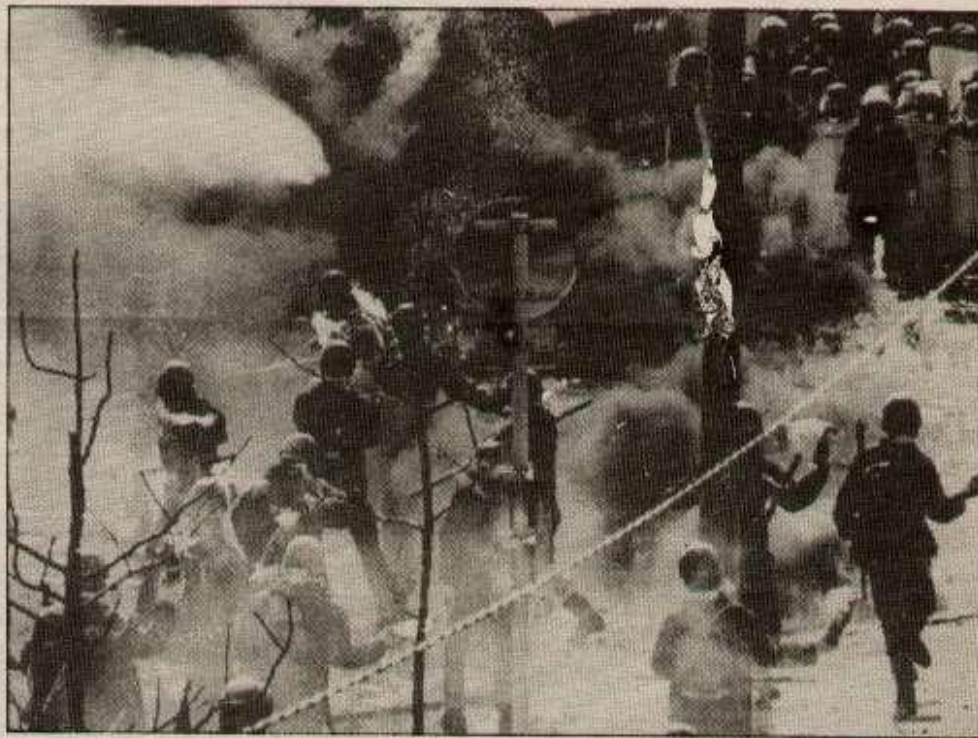
Dimanche, 20 000 manifestants étaient venus soutenir les paysans expropriés qui refusent l'ouverture de l'aéroport international de Tokyo-Narita.

Plusieurs centaines d'entre eux, forçant les barrières de police, ont pu pénétrer dans la tour de contrôle de l'aéroport et la rendre inutilisable. Ainsi, la mise en service de l'aéroport, prévue cette semaine a été rendue impossible.

C'est en 1966 que la bourgeoisie japonaise, prenant une décision totalement arbitraire et méprisant les paysans concernés (une implantation prévue auparavant avait été abandonnée à la suite de l'opposition de paysans riches) avait décrété l'implantation du nouvel aéroport international de Tokyo-Narita.

Dès les premières tentatives d'expropriation, les paysans commencèrent à résister avec des pétitions et des manifestations pacifiques. Peu à peu, le mouvement se structura : les deux villages menacés Sanrizuka et Shibamaya s'organisèrent dans une ligue d'opposition à l'aéroport. Dès 1971, de violents affrontements ont eu lieu entre les paysans et les forces de police.

En s'organisant pour la lutte, la communauté paysanne, profondément marquée par les traditions, se transformait. Ainsi, les jeunes, les femmes prenaient des responsabilités. Pour



les étudiants et pour le mouvement révolutionnaire la lutte de Narita devint un symbole du mouvement populaire. Chacune des actions des paysans de Narita a été soutenue par des milliers de sympathisants souvent venus de tout le pays.

Alors que dès 1972 l'essentiel des bâtiments étaient construits, ils restèrent vides et inutilisés. En effet, les paysans ont continué à refuser l'expropriation des parcelles situées là où devaient se trouver les pistes. Mieux, ils entreprenaient sur ces parcelles la construction de plusieurs

tours en bois et en acier pour empêcher toute utilisation de l'aéroport. La plus haute, de 62 mètres, était en acier avec quatre pieds noyés dans le ciment. Elle avait été montée par des ouvriers qui avaient amené les pièces détachées sur place. Cette tour fut attaquée par surprise par la police l'année dernière et démontée.

Une nouvelle tour d'acier avait été remontée par les paysans et les étudiants qui les soutiennent. Cette tour était attaquée une première fois par la police. En vain. Les affrontements des derniers jours ont commencé alors

que les flics entreprenaient à nouveau de l'abattre. C'est alors que les manifestants firent une contre-attaque sur la tour de contrôle.

Même si les paysans de Narita doivent faire face actuellement à une répression accrue, on n'a pas fini d'entendre parler d'eux. Tomura, dirigeant de la Ligue contre l'aéroport, un homme d'une soixantaine d'années déclarait hier : «Ce n'est que l'aboutissement de douze années de luttes. Nous continuerons le combat.»

Chine : en réponse aux «Propositions soviétiques»

PAS DE DÉCLARATIONS CREUSES, MAIS ACTES RÉELS !

● Le 20 mars, l'agence soviétique Tass rendait public le texte d'une note soviétique au gouvernement de la République Populaire de Chine, remise le 27 février, et dans laquelle le Kremlin proposait une prétendue «déclaration commune sur les principes à respecter dans les rapports mutuels». En réponse, le ministère chinois des Affaires étrangères a publié dimanche le texte suivant, remis le 9 mars à l'ambassadeur soviétique à Pékin.

La Chine et l'Union soviétique ont été des voisins amis. Les deux peuples ont noué une profonde amitié dans les longues luttes révolutionnaires. Si les relations sino-soviétiques se sont détériorées aujourd'hui à ce point, la responsabilité n'en revient pas à la partie chinoise, la Chine étant victime.

Il est de notoriété publique que des divergences de principe existent entre la Chine et l'Union soviétique, et les controverses sur ces divergences se poursuivront pendant longtemps encore. Mais la partie chinoise, partant des intérêts fondamentaux des peuples chinois et sovié-

que, estime depuis toujours que les divergences de principe ne doivent pas empêcher les deux pays de maintenir, sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique, des relations étatiques normales. Et elle a œuvré inlassablement dans ce sens.

UNE PROPOSITION SOVIÉTIQUE VIDE DE SENS

En septembre 1969, le Premier ministre chinois et le président du Conseil des ministres de l'URSS ont eu un entretien à Pékin et sont parvenus à une entente sur le problème de la normalisation des rapports des deux pays. La partie

chinoise s'est invariablement conformée à cette entente et, en vue de son exécution intégrale, a mené avec sérieux et patience des négociations sur la question de la frontière avec la partie soviétique depuis déjà huit ans. Cependant, la partie soviétique non seulement n'a pas voulu mettre en application l'entente réalisée entre les chefs de gouvernement des deux pays, mais en est venue à renier l'existence même de cette entente, de sorte que les négociations sur la question de la frontière n'ont pas enregistré de résultats jusqu'à ce jour. Dans le même temps, l'Union soviétique a augmenté continuellement ses effectifs stationnés dans les régions frontalières sino-soviétiques et en République populaire de Mongolie, et elle n'a pas changé un iota à sa politique hostile à la Chine. Il est évident, dans ce contexte, que le présidium du Soviet suprême de l'URSS, en proposant dans sa lettre

que les deux pays fassent une déclaration sur les principes relatifs aux rapports réciproques, déclaration vide de sens et qui ne peut résoudre aucun problème pratique, ne vise pas à améliorer les relations sino-soviétiques, mais poursuit d'autres desseins.

POUR UN RETRAIT DES FORCES ARMÉES

Si la partie soviétique désire vraiment améliorer les relations d'État entre les deux pays, elle devrait le montrer par des actes concrets propres à résoudre des problèmes pratiques. A cet effet, il lui faudrait d'abord conclure avec nous, conformément à l'entente réalisée en 1969 entre les chefs de gouvernement des deux pays, un accord sur le maintien du statu quo à la frontière, sur la prévention du conflit armé et la rupture du contact entre les forces armées des deux partis dans les régions frontalières

contestées ; puis entamer des négociations pour le règlement du problème frontalier. Elle devrait aussi retirer ses forces armées de la République populaire de Mongolie et des régions frontalières sino-soviétiques, rétablissant ainsi la situation qui était celle du début des années 60. Du moment que vous vous refusez même à des mesures élémentaires, telles que le maintien du statu quo à la frontière, prévention du conflit armé et rupture du contact entre les forces armées des deux partis dans les régions frontalières contestées, y aurait-il quelque sens pratique à faire une soi-disant déclaration sur les principes relatifs aux rapports réciproques, déclaration sans valeur aucune, si ce n'est pour tromper les peuples chinois et soviétique, et les autres peuples du monde ? Dans les circonstances où vous avez massé un million de soldats dans les régions frontalières sino-soviétiques, pensez-

vous que vous puissiez faire croire au peuple chinois que vous seriez réellement animés d'une quelconque bonne volonté d'améliorer les relations réciproques des deux pays ? Quoi de plus raisonnable que de vous demander de retirer vos forces armées des régions frontalières sino-soviétiques, pour rétablir la situation qui était celle du début des années 60 ?

La normalisation des rapports sino-soviétiques représente le vœu commun de nos deux peuples, et elle correspond aussi à leurs intérêts fondamentaux et à ceux des autres peuples du monde. La partie chinoise, comme par le passé, poursuivra ses efforts à cet égard. Ce qu'elle aimerait voir, ce n'est pas quelque déclaration creuse, mais des actes réels.

*Les intertitres sont de notre rédaction.

Tandis que le pétrole s'écoule toujours

LA COLÈRE BRETONNE ÉCLATE



Le pétrole s'écoule toujours à fort débit de l'épave de l'«Amoco Cadiz» où il reste encore vingt à trente mille tonnes de pétrole.

Becam, secrétaire d'Etat et «superviseur» des opérations, a annoncé lundi soir que les plongeurs de la marine allaient ouvrir des brèches à l'explosif dans les citernes non encore vidées. Réclamée depuis plusieurs jours par les pêcheurs — le maire de Porspoder la suggérait il y a une semaine —, cette

mesure permettrait le nettoyage dans de meilleures conditions car chaque marée réduit à néant le travail effectué en raison de l'écoulement continu.

La nappe de pétrole s'étend de plus en plus dans la Manche, mais la persistance des vents de secteur nord-ouest l'a jusqu'à présent éloignée de la baie de Saint-Brieuc et du Mont Saint-Michel.

Par contre, le secteur de l'île de Bréhat est toujours entouré par la nappe dont la taille et la nocivité font

ressortir le caractère dérisoire des moyens employés pour en atténuer les effets. La très importante manifestation qui s'est déroulée à Brest et au cours de laquelle les forces de l'ordre sont intervenues violemment, témoigne de la colère grandissante des Bretons. Comment peuvent-ils croire une seule des déclarations officielles alors que, pour la quatrième fois, les autorités ont fait la preuve de leur mépris total de la population et de la nature bre-

tonne. Comment peuvent-ils ne pas être écoeurés par ces radios et ces télévisions qui prétendent organiser la «solidarité nationale» alors qu'elles parlaient de «pilleurs d'épaves» lors de l'échouage de l'«Olympic Bravery», alors qu'elles font le silence sur les

20 000 MANIFESTANTS A BREST

Les gendarmes maritimes et les CRS chargent

On n'avait pas vu cela depuis 1968, où une grande manifestation défilait dans les rues de Brest au cri de «La Bretagne veut vivre». Lundi, dès 15h, 15000 personnes se rassemblaient à l'appel des syndicats, de Paysans Travailleurs, des comités anti marée noire et d'autres organisations, 17 au total.

Le PS n'avait pas jugé bon de signer l'appel. Les slogans sont nourris : «Marrées noires, y en a marre», «Pétrole, ras le bol», «Plan Polmar c'est du bord» repris par les ouvriers des entreprises brestoises, les pêcheurs et les paysans, les étudiants, nombreux à Brest, et les

militants des comités anti marée noire.

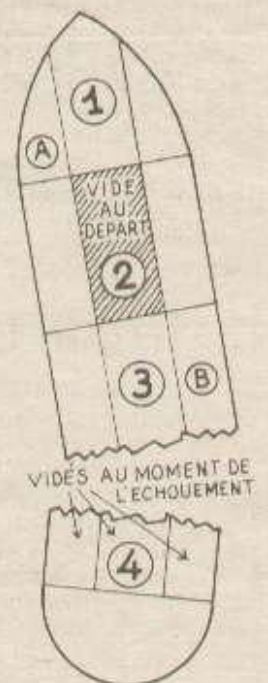
Pour les dirigeants syndicaux, il s'agissait de faire une calme démonstration de la «colère de la population». Aussi appelaient-ils rapidement à la dispersion, renonçant à prendre la parole, en raison d'une colère suffisamment forte pour ne pas en rester là. 5000 personnes reprennent la rue et se dirigent vers la sous-préfecture, barrée par des CRS fusil lance-grenades à la main. Les manifestants décident de changer d'objectif, et descendent vers la préfecture maritime. Celle-ci est située à l'intérieur de puissantes murailles — on l'appelle

le «Château», à Brest — sur une hauteur dominant le port. Jeudi dernier, les autorités maritimes qui ne s'attendaient pas à être la cible d'une manifestation, avaient laissé la herse du pont-levis ouverte, et des manifestants avaient pu pénétrer dans la cour d'honneur, déposer les oiseaux mazoutés et inscrire des slogans. Cette fois, ordre avait été donné de ne laisser approcher personne. En guise de «compréhension» des autorités vis-à-vis du mécontentement de la population, de «solidarité nationale», les gendarmes maritimes étaient postés sur les murailles

et arrosaient aussitôt les manifestants de grenades lacrymogènes offensives, semble-t-il. Desservis par le vent qui poussait les gaz dans leur direction, les manifestants repartaient en manifestation vers le cercle naval, où se retrouvent les officiers de la Marine Nationale. De cette Marine qui, pour ne pas intervenir dans les affaires privées, n'a rien fait pour empêcher l'échouage de l'«Amoco Cadiz». Très vite, les vitres du cercle éclatent, les CRS et les gendarmes mobiles chargent violemment. Il semble que plusieurs manifestants ont été blessés.

Une autre manifestation

aura lieu samedi, qui devrait susciter une mobilisation encore plus importante. Les menaces de Becam, qui n'est pas pour rien secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, n'empêcheront pas la colère de s'exprimer. Car les faits sont là : il y a 11 ans, lorsque la marée noire du *Torrey Canyon* atteignait la Bretagne Nord, le ministre de l'Intérieur de l'époque déclarait : «Toutes les mesures seront prises pour que jamais une telle catastrophe ne se reproduise». 11 ans ont passé. Deux pétroliers se sont échoués sur les côtes de la Finistère. Et rien n'avait été fait.



L'épave de l'«Amoco» et ses différentes cuves.

circstances du naufrage de l'«Amoco», sur lequel seul *Le Quotidien du Peuple* a apporté des informations, posant de très graves questions et confirmées depuis par le commandant du pétrolier ?

ERIC BRÉHAT

Empain libéré

L'OCCASION D'UNE CAMPAGNE

● Après la libération théâtrale d'Empain, le baron, une série de questions restent posées. Quel était le but du dispositif policier mis en place trois jours après l'enlèvement et l'ampleur de la campagne orchestrée conjointement ?

Alors que les ravisseurs, visiblement organisés, ne risquaient pas de se compromettre en faisant faire une promenade à leur otage, Bonnet lâchait des milliers de flics. Plus de 100 000 véhicules seront ainsi contrôlés, malgré la législation contraire, et qui n'en verra pas moins la condamnation d'un «récalcitrant» qui refusait de subir les fouilles policières, Arguant le flagrant délit et les risques que courait le baron, la justice décidait d'une peine pour le fonctionnaire qui n'avait pas voulu ouvrir le coffre de sa voiture aux injonctions des flics. Jouant sur l'importance que lui donnaient les médias, la jurisprudence faisait l'acquis d'un dangereux précédent. La loi n'avait pas besoin d'être votée, elle est passée dans les faits.

Pendant la même période, plus de 150 000 personnes se verront contrôler leur identité ! Les flics ne

chômaient pas, et pourtant là non plus les ravisseurs du baron n'ont pas été inquiétés. Mais quelle belle aubaine pour les flics de profiter d'une situation qui leur permettait de mettre à jour leur fichier. Par contre, quelles vérifications ont été faites dans le «milieu» dont on connaît la responsabilité dans l'enlèvement dès les premiers jours, de même que l'on sait que ce n'est pas un rapt à mettre sur le dos d'un quelconque groupe de gauche. Ce déploiement policier dans la région parisienne visait-il vraiment les ravisseurs, alors que les nombreuses perquisitions ne permettaient pas de découvrir la «résidence» d'Empain, détenu, comme le témoignage de celui-ci le laisse croire, dans la proximité immédiate de Paris ?

Bonnet et Peyrette ne s'en profitaient-ils pas pour rôder leur dispositif et mener une campagne hys-

térique à la délation, prenant exemple sur les méthodes allemandes, et un mois et demi avant les élections ne se servaient-ils pas de ce tremplin pour leur propagande pour un régime dur et fort : «Nous ne voulons pas que s'installe en France le régime de l'anarchie et de la violence (...) notre société de liberté ne souffrirait pas de complaisance (...) nous saurons y remédier en exigeant le respect de ses lois», et en votant d'autres ? Le modèle européen n'est pas loin. Les exemples italien et allemand font école.

Enfin, quelles tractations ont eu lieu entre le truand et les flics ? Lorsque l'on connaît les connivences entre le «milieu» et les flics, Bonnet et Peyrette jubilent et, depuis dimanche soir, ne cessent d'encenser la police : «le mérite de cette heureuse issue revient à la police judiciaire... et de réaffirmer : «toute complaisance serait nuisible à la démocratie et à la liberté». La liberté des 150 000 personnes contrôlées ?

UN COUP DE TÉLÉPHONE EFFICACE !

● «C'est foutu ! La rançon est saisie. Il ne faut pas espérer trouver de l'argent. Ça va se terminer par un carnage. Il faut relâcher le baron». Quelques heures après le coup de téléphone donné par Caillol le truand arrêté lors de la fusillade de vendredi soir, les ravisseurs relâchaient le baron détenu depuis le 23 janvier.

Dimanche soir, 22 heures à Ivry, le baron prenait le métro après soixante-trois jours de détention, pour aller boire un verre au Drugstore Opéra et prévenir sa famille. Les flics arrivaient en même temps que celle-ci et le commissaire Ottavio a pu avoir un premier entretien avec la victime qui lui racontait ses conditions de détention. Un cagoule en permanence sur la tête, enchaîné sous une tente dressée dans un appartement. Vraisemblablement dans la région parisienne. Le baron semble cependant en bonne santé, malgré le bout de doigt qui lui manque, qui avait servi à ses kidnappers comme preuve de sa détention.

Détenu depuis la remise de rançon manquée de vendredi soir qui s'est soldée par un truand abattu et deux flics blessés, Cail-

lol également blessé, semble avoir un certain poids sur ses collègues. C'est à la suite de son coup de téléphone donné depuis les locaux de la police (!) que la libération du baron sera décidée. Caillol, qui passait avec deux de ses voisins pour être un tranquille commerçant à Montpellier, était en fait inscrit au fichier de grand banditisme, connu pour ses fréquentations du milieu, fiché comme «très dangereux» et soupçonné d'avoir participé à des hold-up, il avait toujours bénéficié de non-lieu.

L'énorme dispositif policier déployé peu de temps après le rapt ne semble pas avoir inquiété Caillol et ses collègues.

Lors de son arrestation, il affirmait ne rien connaître du rapt et n'être là que pour la remise de la ran-

çon. Or, après le coup de téléphone (si aimablement prêté par les flics !) donné par Caillol dimanche, les ravisseurs n'ont pas cherché à discuter, ce qui fait penser au directeur de la police judiciaire que «Caillol est le chef». Celui-ci est inculpé depuis samedi «pour complicité d'arrestation et de détention illégale, complicité de séquestration de personne avec prise d'otage et de complicité de violences volontaires».

Les flics, quant à eux, sont en liesse et Bonnet, leur ministre, ne tarit plus d'éloges pour ses services. Pourtant, il s'en est fallu de peu que l'opération de vendredi ne soit un échec. Les flics n'avaient pas prévu la fuite possible par le mur anti-bruit où s'est produite la fusillade et l'arrestation de Caillol. Ses complices courent toujours. De même, quel but visait au juste l'énorme déploiement policier mis en place après le rapt du baron ?

PCF : LE TIERS MONDE VU A TRAVERS LES LUNETTES DE BREJNEV

Comme nous l'avons dit (Voir *Quotidien du Peuple* du 8 mars), le PCF, bien qu'il multiplie les déclarations d'indépendance à l'égard du PCUS et quelles que soient ses divergences avec ce parti, n'a rien changé pour l'essentiel de son point de vue sur l'URSS et son rôle dans le monde.

Le PCF, qui envisage pour la France des «rapports internationaux nouveaux» ne rompant nullement avec le mécanisme des rapports

impérialistes actuels, reprend à son compte l'essentiel des appréciations soviétiques sur la situation internationale, et particulièrement sur celle du Tiers Monde.

Mieux, on constate une défense globale par le PCF de la politique de domination, de pillage et d'intervention du social-impérialisme contre les peuples et les pays du Tiers Monde.

«L'URSS n'est pas responsable»

«Nous n'accepterons jamais, ni en théorie, ni en pratique, la conception d'une division du monde entre pays riches et pays pauvres, entre nord et sud, plaçant les Etats socialistes sur le même pied que les pays capitalistes... L'Union soviétique n'a aucune responsabilité dans le retard économique des pays en voie de développement ni dans leur difficile situation actuelle».

Déclaration de A. Malik, représentant de l'URSS à l'ONU.

«La terminologie qui oppose pays «pauvres» et pays «riches», pays «industrialisés» et pays «sous-développés», reste imprécise, équivoque... Les thèses mettant sur le même pied, impérialisme et socialisme («double impérialisme», «double hégémonie») persistent, bien que vivement combattues par Fidel Castro notamment».

«Les régions (du Tiers-Monde) à direction réactionnaire... rejettent une large part des responsabilités sur les pays socialistes développés».

Martin Verlet*, à propos du sommet des non-alignés de 1973, à Alger. «Cahiers du communisme» PCF - décembre 1976.

● Depuis 1973, apparaissent dans les documents du PCF des références formelles au Tiers Monde et à sa constitution en force politique qui pèse sur l'évolution de la situation internationale. Mais, tout en lui rendant un apparent hommage, les plumitifs du PCF s'appliquent à dénaturer la réalité des luttes du Tiers Monde, à en nier la signification de rejet de toute domination impérialiste et de l'hégémonisme. Seules sont mises en valeur par eux, les contradictions du Tiers Monde avec l'impérialisme américain et la politique giscardienne ; ils s'attachent par contre à gommer tout ce qui dans les luttes du Tiers Monde s'oppose à l'URSS, qu'ils tentent de dédouaner de toutes ses responsabilités dans le pillage et l'oppression du Tiers Monde. Cette démarche est particulièrement claire dans l'article de Martin Verlet (dont sont extraits deux citations ci-dessus), dans les «Cahiers du communisme», où il fait un historique à sa manière du mouvement des non-alignés, déplorant «les clivages idéologiques, l'hostilité aux pays socialistes, l'antisoviétisme».

Le PCF s'élève ainsi contre les accusations portées dans les pays du Tiers Monde à l'encontre des pratiques de l'URSS, alors que ces pays ont fait et font l'expérience des rapports hégémoniques et de l'échange inégal qu'impose l'URSS, ce qui lui vaut d'être classée de plus en plus par un nombre croissant d'entre eux, comme pays «riche», «impérialisme» et «superpuissance». Le PCF prend la défense de l'URSS comme si les aspects les plus criants de sa politique impérialiste n'étaient que des «erreurs» à rectifier. Rappelons à ce propos que d'après les statistiques encore limitées dont on peut disposer, l'URSS a, de 1954 à 1975, exporté 13 milliards de dollars de capitaux dans les pays du Tiers Monde, qu'elle y a mis la main sur plus de mille entreprises et pillé des matières premières pour une valeur de 19 milliards de dollars.

Mais ceux qui dans le Tiers Monde, s'opposent au social-impérialisme, ce sont pour Martin Verlet, les régimes «réactionnaires». Le PCF reprend en effet intégralement à son compte la classification «simple» du Kremlin en ce qui concerne les pays du Tiers Monde : pour le PCF, en effet l'attitude à l'égard de l'URSS reste la pierre de touche d'une position «progressiste». C'est partant de ce point de vue que les plumitifs révisionnistes soulignent à profusion dans leurs textes, comme le fait Verlet, l'opposition entre régimes «progressistes» et régimes «réactionnaires». Mettant en valeur les régimes avec lesquels le PCF souhaiterait que s'établissent des relations importantes

bénéfiques pour l'impérialisme français, Verlet insiste sur les différences (réelles) de régimes et les divergences idéologiques, pour minimiser les points d'unité concernant un certain nombre de revendications fondamentales (prix des matières premières, droit de la mer, etc...)

«Hors de Moscou, point de salut !»

«Les pays socialistes développent à l'échelle internationale une coopération de type nouveau, respectueuse de la souveraineté, fondée sur l'avantage mutuel».

«Cahiers du communisme».

«A travers le mot d'ordre d'autonomie collective repris à Colombo, se manifeste au sein du mouvement des non-alignés une tendance. Une telle tendance y a toujours existé à l'état latent ; elle constitue une de ses limites subjectives ; elle se traduit par les idéologies tiers-mondistes, par l'illusion de pouvoir se situer à l'écart des affrontements entre socialisme et impérialisme».

Martin Verlet*, à propos du sommet des non-alignés de 1973, à Alger. «Cahiers du communisme» PCF (décembre 1976).

● Non seulement le PCF rejette toute condamnation de l'URSS comme puissance impérialiste, mais il envisage, de plus, l'intégration des pays du Tiers Monde à l'organisation économique du Comecon, dominée par l'URSS, comme la seule solution de leurs problèmes à long terme. Mais des pays comme l'Inde, l'Egypte, la Guinée entre autres, ont eu largement l'occasion de faire l'expérience de l'«aide» soviétique, aide contraignante, avec des emprunts usuraires et des pressions économiques, politiques et militaires de toutes sortes !

En attaquant le concept d'«autonomie collective» avancé à Colombo, le PCF s'en prend à la volonté des pays du Tiers Monde de se développer en comptant sur leurs propres forces et de se regrouper en fondant des entreprises communes et en coopérant dans des ensembles régionaux.

En parlant des «limites subjectives» des non-alignés, le PCF reproche à ces pays de ne pas s'aligner sur Moscou. Quand il parle d'affrontement entre «impérialisme» et «socialisme», il entend au-delà des mots d'ordre électoraux du type «Ni Washington, ni Moscou», qu'il n'y a que deux possibilités pour les pays du Tiers Monde : soit être avec Washington, l'impérialisme, soit être avec Moscou, le «socialisme» !

Océan Indien : «La flotte soviétique est une force de paix»

«Ce qui est vrai, c'est que la flotte soviétique est aujourd'hui présente en haute mer dans l'Océan Indien et qu'elle s'est renforcée en puissance et en qualité. Elle n'y menace aucun peuple : l'URSS n'a pas de puits de pétrole à défendre contre les nationalisations possibles... Sa présence joue, dans la situation actuelle, un rôle dissuasif à l'égard d'éventuels partisans d'un retour à la politique de la canonniers».

Henri Alleg, après avoir cité longuement le représentant de l'URSS à l'ONU. «Cahiers du communisme» mai 76.

«Le socialisme est aujourd'hui édifié par un tiers de l'humanité. Il atteint un haut niveau de développement économique et social. Il dispose d'une force militaire capable de faire pièce à celle des pays capitalistes... La victoire du MPLA en Angola, outre qu'elle révèle que les moyens d'intervention directe de l'impérialisme se réduisent, a permis de prendre la mesure du poids politique, idéologique, technologique et militaire des pays socialistes, du rôle de solidarité internationale qu'ils peuvent jouer aux côtés des peuples luttant contre l'impérialisme».

Ronco, du PCF. Rapport introductif à «L'impérialisme français aujourd'hui».

«Non seulement l'action des pays socialistes pour soutenir la résistance angolaise n'a pu être stoppée, «interdite» par les pays impérialistes et leurs alliés réactionnaires africains, mais ceux-ci n'ont pas réussi à la faire condamner. L'influence du socialisme en est sortie grandie. C'est là un élément d'importance pour l'avenir».

Martin Verlet. «Cahiers du communisme», Septembre 76.

● Quand on sait combien le poids du soi-disant «camp socialiste» que constituent l'URSS et les pays qu'elle domine est apprécié par le PCF, on ne s'étonne pas de son approbation vigoureuse des interventions militaires du social-impérialisme dans le Tiers Monde, particulièrement en Afrique. Le PCF témoigne d'un profond mépris des peuples en lutte, qui devraient compter avant tout sur «l'influence du socialisme», c'est-à-dire sur les troupes cubaines et les livraisons d'armes qui ne visent qu'à faire combattre les Africains par les Africains, pour «justifier» l'intervention soviétique. Aussi, rien d'étonnant à ce que le PCF, pour qui ceux qui protestent contre les interventions social-impérialistes, sont des «réactionnaires», «ignore» par exemple systématiquement dans sa presse un mouvement de libération comme la ZANU (une des deux composantes du Front patriotique du Zimbabwe), dont le mot d'ordre est : «Nous serons nos propres libérateurs».

Le PCF n'hésite pas (voir citations) à justifier, sans aucune réserve, la première intervention soviéto-cubaine en Afrique avec l'envoi d'un corps expéditionnaire cubain massif. Loin d'être considérée comme une quelconque «bavure», cette intervention est au contraire mise en valeur pour être citée en exemple.

Alors que les pays riverains réclament le départ de toutes les flottes de l'Océan indien, le PCF dénonce la politique de militarisation de l'Océan avec la présence des flottes américaine et française, mais il absout la flotte soviétique en prétendant qu'elle ne dispose pas de bases. Alors que la flotte soviétique prétendument «dissuasive» (voir citation) dans l'Océan indien, est directement engagée contre les peuples de la Corne de l'Afrique, et notamment le peuple érythréen qu'elle bombarde à proximité de Massauah, sur la Mer rouge, le PCF se fait le défenseur, et donc le propagandiste et le complice de la politique d'agression et d'hégémonisme du Kremlin.

En période d'élections, et vu le caractère d'agression tellement flagrant de l'intervention soviétique, le PCF est venu «déplorer les interventions extérieures dans la Corne de l'Afrique».

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 28 mars

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'histoire des trains
21 h 20 - Gloria Gaynor
21 h 45 - Le livre du mois
23 h 05 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran. 1788
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le territoire des autres. Film documentaire
21 h 55 - Journal
22 h 10 - Réussite

Mercredi 29 mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
19 h 55 - Tirage du loto
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'équipage
22 h 00 - Paris pour mémoire
22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Question de temps. Une autre médecine
21 h 40 - Personnages de la vie. Hans Hartung
22 h 35 - Journal et fin

FR 3

18 h 25 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Avec la peau des autres. Film français
22 h 00 - Journal
22 h 15 - Ciné regards. La cinémathèque
20 h 30 - Concert
22 h 00 - Jean-Christophe. Feuilleton TV en 9 épisodes
22 h 55 - Basket-Ball
23 h 25 - Journal et fin

«Small is beautiful»

Ou comment sauver le capitalisme...

Ernst Friedrich Schumacher, économiste anglais mort l'année dernière est l'inventeur du slogan «Ce qui est petit est beau», abondamment repris dans les pays anglo-saxons, et même, paraît-il par Carter, qui l'avait d'ailleurs reçu peu de temps après son élection. Associé de près à la gestion du British National Coal Board (l'équivalent anglais des Houillères), il fut également conseiller économique d'un certain nombre de pays du Tiers-Monde, dont l'Inde. Son expérience, l'originalité (pour l'époque) des vues qu'il professait dans les années 60 et le prestige dont il jouit actuellement dans les milieux gouvernementaux US, et chez certains écologistes, méritent qu'on étudie ses thèses.

Schumacher est très critique vis-à-vis des «économies modernes» à technologie développée. Il estime que celle-ci repose sur des croyances fausses, dont la principale serait de tenir le problème de la production pour résolu par le simple développement de la technologie. Proche des chercheurs du Club de Rome et de la démarche d'Ivan Illich, il reproche à ces sociétés d'avoir fait passer la production pour un but en soi, alors que ce n'est qu'un moyen. Thème que reprennent abondamment aujourd'hui les écologistes. Son argumentation repose sur des faits incontestables : la politique énergétique des pays capi-

talistes développés est une succession d'imprévisions et d'erreurs. Schumacher s'était d'ailleurs élevé, à l'époque, contre la fermeture des mines, prévoyant que, quelle que soit l'ampleur des ressources pétrolières, celles-ci devraient un jour ou l'autre, être rationnées. Le choix nucléaire est également critiqué, et ceci dès les premiers programmes électro-nucléaires, à une époque où la contestation anti-nucléaire est encore peu développée. L'argument donné est simple, et de bon sens : ce n'est pas aux écologistes de faire la preuve que les programmes nucléaires sont dangereux, c'est aux artisans des programmes de faire la preuve (avec expérimentation à échelle réduite) que la pollution radioactive consécutive n'est pas dangereuse. L'organisation du travail dans les pays que Schumacher se refuse à appeler capitalistes, peut-être parce qu'il y englobe les pays de l'Est, plus sûrement parce qu'il se refuse à critiquer le mode capitaliste de production en tant que tel, est aussi critiquée : parcellisation à outrance, transformation du travail dans l'industrie en une servitude avilissante (Schumacher a l'honnêteté de reconnaître la justesse des thèses de Marx sur ce sujet), diminution de la part de travail réellement productif. A ce propos, il fait état d'un calcul que certains économistes contestent, mais qui donne cependant une bonne indication : le temps de travail productif représente en moyenne

3,5% du temps social global, dans les sociétés à haute technologie. Le responsable pour Schumacher comme pour certains écologistes est à chercher dans la technologie elle-même, ou, plus finement, dans la croyance aveugle en les vertus de cette technologie. Ce qui lui a permis de proposer des «solutions», dont certaines furent retenues par les experts de l'OCDE. Et c'est là que le bât blesse, que les limites des analyses fondées sur le rapport des techniciens du Massachusetts Institute of Technology (Club de Rome) montrent leurs limites et leur caractère nocif.

LES «TECHNOLOGIES» INTERMÉDIAIRES

Pour le Tiers-Monde, puisque le mal vient des technologies trop sophistiquées et aliénantes, Schumacher propose un mode de développement fondé sur des technologies «intermédiaires». Il s'agit de créer des emplois là où habite la population, d'utiliser des équipements bon marché, nécessitant une faible capitalisation, utilisant la production locale, et satisfaisant les besoins locaux. Excellents principes, que Schumacher a proposé à l'Inde d'utiliser, ce qui a parfois été fait, sans changer grand-chose à la situation de ce pays. Pourtant, en Chine Populaire, ces principes ont été appliqués, sans attendre le verdict de l'économiste anglais. Ils ont eu des résultats positifs. Schumacher ne se

penche pas une seconde sur cette différence car elle pose le problème central : qui a le pouvoir, par qui est dirigée la société ?

LES VIEILLES FICELLES

Inopérantes parce que ne posant pas le problème du pouvoir, les solutions proposées pour les pays capitalistes développés sont beaucoup moins originales : il s'agit tout simplement d'en revenir aux vieilles idées de l'association capital-travail, dans des unités de production de faible taille, en distribuant le capital aux ouvriers des entreprises, et en leur donnant plus de responsabilités. Schumacher cite l'exemple d'une entreprise anglaise ayant appliqué ce principe, et qui, paraît-il, ne s'en porte pas plus mal — parce qu'elle disposait d'un créneau original sur le marché. Rien n'est dit sur la situation des ouvriers de cette entreprise, où il n'y a pas de grèves... Au niveau mondial, Schumacher prône l'entente entre pays producteurs et pays consommateurs, et d'autres «solutions», à l'avant. Très virulent lorsqu'il s'agit de dénoncer l'idéologie du profit, l'économiste s'arrête dès que cette dénonciation pourrait remettre en cause le pouvoir de ceux qui possèdent dans les économies capitalistes privées ou d'État.

Le «petit» est peut-être beau, mais c'est surtout le capitalisme qui est laid.

Eric BRÉHAT

Et l'acier fut trempé

97^e épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

De retour à la ville, Pavel cherche ses amis afin de reprendre ses activités.

L'autre jour, cet examinateur me rencontre au comité provincial. Il m'a tenu pendant trois heures. Le lycéen, en somme, n'y connaissait rien. Et la philosophie, en fin de compte, c'est une grande chose, très sérieuse.

Quant à Doubava et à Jarki, ils ont réussi. Mitiaï, encore, c'est normal, il était fort pour l'étude. Mais Jarki, il serait un peu dans mon genre. C'est sûrement sa décoration qui l'a aidé à passer. Moi, je suis resté dans les choux. On m'a désigné ici, sur les quais, pour un boulot administratif. Je suis adjoint au chef du débarcadère des marchandises. Avant, je me disputais toujours avec les chefs en défendant les jeunes, maintenant c'est là que j'en suis un moi-même. Des fois, quand je tombe sur un lire-au-flanc ou sur un empoté, je lui passe un savon à la fois comme chef et comme secrétaire. Parce que, pour me posséder, il faut se lever de bonne heure. Enfin, je te parlerai de moi plus tard. Qu'est-ce que j'ai encore à te raconter ? Tu es au courant pour Akim. Parmi les anciens du comité provincial, Toufta est le seul à être resté en place. Tokarev est secrétaire du Parti pour l'arrondissement de Solomenka. Okounev, avec qui tu étais en « commune », est au comité de district du Komsomol.

Talia est à l'éducation politique. Aux ateliers, la place est occupée par Tsvétaïev ; je ne le connais pas beaucoup, on ne se voit qu'au comité provincial, il a l'air d'être intelligent, mais d'avoir beaucoup d'amour-propre. Si tu te souviens d'Anne Borhart, elle est aussi à Solomenka, responsable à la section féminine du comité d'arrondissement du Parti. Je t'ai déjà parlé des autres. Oui, Pavloucha, le Parti a poussé beaucoup de camarades vers les études. Aux cours provinciaux organisés pour les militants des Soviets et du Parti, il y a maintenant tous les anciens. On m'a promis de m'y envoyer l'année prochaine.

Ils s'endormirent longtemps après minuit. Le matin, lorsque Kortchaguine se réveilla, son ami était déjà sur le débarcadère. La sœur de Pankratov, Doussia, une forte fille qui avait les mêmes traits que son frère, servit le thé à Pavel en bavardant gaiement de choses et d'autres. Le père, mécanicien sur un bateau, était en mer.

Kortchaguine prit congé de Doussia, qui lui rappela :

— N'oubliez pas que nous vous attendons à déjeuner.

Au comité provincial du Komsomol régnait l'animation coutumière. La porte d'entrée battait

sans arrêt. Les couloirs et les différentes pièces grouillaient de monde, les machines à écrire crépitaient derrière la porte du service administratif.

Pavel attendit quelques instants dans le couloir, espérant voir un visage de connaissance. N'apercevant personne, il entra dans le bureau du secrétaire du comité. Celui-ci, vêtu d'une chemise russe bleu foncé, travaillait à son bureau. Il jeta un bref regard sur Kortchaguine et continua d'écrire sans lever la tête.

Pavel s'assit en face de lui et examina attentivement l'adjoint d'Akim.

— De quoi s'agit-il ? demanda le secrétaire en posant un point au bas de sa feuille.

Pavel lui exposa toute son histoire.

— Il est indispensable, camarade, de me ressusciter dans les états des effectifs et de m'envoyer aux ateliers. Je te demande de faire le nécessaire dans ce sens.

Le secrétaire s'appuya contre le dossier de sa chaise. Sa réponse fut hésitante :

— Pour ce qui est de te réintégrer, nous le ferons évidemment, il n'y a pas de problème. Mais pour t'envoyer aux ateliers, ce n'est pas commode, nous avons déjà Tsvétaïev qui travaille là-bas, il a été élu au comité provincial au cours de la dernière conférence. On te trouvera une autre place.

Les yeux de Kortchaguine se réduisirent à deux fentes étroites :

— Si je veux aller aux ateliers, ce n'est pas pour mettre des bâtons dans les roues à Tsvétaïev. Je veux travailler dans ma spécialité, et pas comme secrétaire du collectif. Et, comme je suis encore faible physiquement, je demande à ne pas être envoyé ailleurs.

A SUIVRE

LA MARÉE NOIRE DE L'AMOCO CADIZ

PREMIER BILAN

D'une catastrophe écologique sans précédent

Reportage de Claude Ancher

Il n'est plus possible aujourd'hui de dissimuler l'étendue du désastre. Les 220 000 tonnes de pétrole de l'Amoco Cadiz se seront bientôt intégralement répandues dans la mer et sur les côtes bretonnes. Plus question en effet de pomper dans le pétrolier puisque les plongeurs de la Marine nationale doivent tenter, lundi, d'ouvrir des brèches dans les dernières citernes.

Huit fois le Torrey Canyon : un chiffre saisissant quand on se souvient des conséquences de cette première marée noire. Il y a onze ans, notamment sur les oiseaux.

La catastrophe du Torrey Canyon n'est rien à côté de celle qui frappe le Nord-Finistère ces jours-ci. A long terme de graves modifications de l'équilibre de la faune et de la flore risquent de se faire sentir ; les recherches scientifiques entreprises sur ce problème sont trop limitées pour les déterminer avec précision. Une chose est sûre : la mer ne pourra pas digérer impunément une pareille quantité d'hydrocarbures.

Dans l'immédiat bien qu'il soit encore trop tôt, alors que le pétrole s'écoule encore du super-tanker, pour faire un bilan précis, il est certain que c'est l'ensemble des activités maritimes en vigueur sur le littoral côtier qui est sérieusement compromis.

La pollution des Abers : des tonnes d'huîtres perdues !

Les «abers» ce sont un peu les «fjords» bretons. Au fond de l'Abert Benoît et de l'Aber Wrac'h, les parcs à huîtres d'une dizaine d'ostréiculteurs ont fait l'objet de la «protection» des fameux barrages flottants. Mais un fort coup de vent les a démolis. Le mardi 21 mars, Alain Madec le plus gros ostréiculteur des abers avec 25 salariés permanents, 25 à temps partiel et 50 saisonniers, a fait une découverte alarmante ; pour alimenter ses bassins insalubres de Prat-Ar-Caum, il pompait l'eau à 4m de profondeur mais des irisations ont signalé la présence de pétrole. Il a fallu arrêter d'urgence. 30 tonnes d'huîtres plates ont été transférées dans un autre centre en rade de Brest. 400 tonnes de creuses restent dans l'aber wrac'h. Mais il y a en tout 1 300 tonnes d'huîtres (dont 299 de plates) dans les abers pour une valeur de sept millions et demi de nouveaux francs, qui risquent d'être perdues. Pour Alain Madec, «on peut prévoir au moins 6 mois d'arrêt total de la production d'huîtres. Après, on ne sait pas !»

La manifestation à Brest mercredi dernier en est la meilleure preuve. De mémoire de marin-pêcheur, on n'avait jamais vu ça : tous les inscrits maritimes du quartier de Brest étaient venus crier leur colère et exiger «du travail, pas de pétrole». Du plus jeune au plus âgé, c'était pour la plupart leur première manifestation. Une journée de pêche de «perdue» ? Mais encore faudrait-il pouvoir pêcher ! Impensable de remonter les casiers à travers la nappe de pétrole !

AU DESSUS DES ZONES DE CRUSTACÉS. LA NAPPE DE PÉTROLE

Beaucoup de pêcheurs de crustacés, tel ce pêcheur de 51 ans, patron d'un langoustier près de Roscoff, travaillant avec sept matelots, ou ce jeune de la rade de Brest qui venait d'acheter un bateau de 40 millions (AF) pour aller pêcher les crustacés dans la zone aujourd'hui polluée. Pour les crustacés, toutes les zones de pêche sont actuellement impraticables et la marée noire va aggraver les problèmes posés par l'épuisement des fonds marins. Les opérations de repeuplement mises en œuvre par le Comité local des Pêches Maritimes du Quartier de Brest sont menacées, à la fois par le pétrole et par les produits déversés sur les nappes. Les trois «cantonnements» du Conquet, de Portsall et de Kerlouan,



où trois milliers de femelles grainées et des dizaines de milliers de «bébés» homards ont été immergés, seront-ils épargnés ? Un pêcheur de crustacés craint, lui, pour ses viviers : «A part le poisson, qu'on vend aux mareyeurs, tous les crustacés sont vendus au détail. Dans des viviers installés près de la côte on stocke les araignées, les crabes : à marée basse, on peut prendre ce qu'il nous faut, choisir les meilleurs produits. Mais avec la grande marée de ce week-end, tout va être fichu : la mer, en se retirant, va déposer du pétrole sur les viviers.»

LES INQUIÉTUDES DES GOËMONIERS

Les conséquences de la marée de forte amplitude du 26 mars inquiètent aussi les goémoniers. La pêche des algues vivantes est une activité traditionnelle des côtes nord-finistériennes. Plusieurs milliers d'hectares de champs d'algues fournissent plus des trois quarts de la production totale française. En polluant les côtes, le pétrole de l'Amoco Cadiz a détruit tous les goémons de rives ou goémons noirs (le fucus) qui sert à produire des farines pour l'alimentation du bétail. Il suffit de parcourir les plages pour s'en convaincre. Les lichens seront sans doute aussi sévèrement touchés. Quant aux «laminaires digitata» (telles ont la forme d'une main), Jean Pronost, ancien président du CIAM (Comité Interprofessionnel des Algues Marines) que la marée noire contraint à être encore sur la brèche quelques jours après sa «retraite», est inquiet : «La mer va longuement découvrir les zones des laminaires qui risquent d'être tuées par le pétrole. Il y a aussi le problème des spores qui circulent dans l'eau avant de se fixer : le pétrole ou les détergents, peuvent les étouffer. Pour nos 145 navires goémoniers, dont 111 pour le seul quartier de Brest, va-t-il rester des algues à pêcher quand la saison va commencer, au 15 avril ?» La saison compromise, cela signifie aussi le chômage pour les ouvriers des usines de Lannilis et de Landerneau qui traitent le goémon. Des laminaires (4 000 à 6 000 tonnes sèches par an), on

extrait des alginates qui, dans l'industrie, l'alimentation ou la pharmacie, servent d'épaississants, de gélifiants ou de filmogènes. «Pour les goémoniers, qui ont fait un gros effort de modernisation, poursuit Jean Pronost, le chômage forcé serait un coup rude. Le temps où on entassait le goémon sur des charrettes tirées par un cheval est loin. Maintenant, un tiers des bateaux sont mécanisés. Je connais un jeune qui a engagé 70 millions dans un bateau à deux grues. Il devait être construit pour le début de la saison. Si on ne peut pas pêcher, comment va-t-il payer ? Et le rôle, et les charges sociales ? En dessous de dix tonnes, le rôle annuel coûte environ 1 100 000 AF et pour deux hommes, les charges s'élèvent à 400 000 AF.»

Quant aux conséquences à long terme, la douloureuse expérience faite sur les côtes californiennes ne laisse pas de mal augurer de l'avenir. En Californie, une marée noire très concentrée a complètement modifié les espèces d'algues. Au bout de cinq ans, de nouvelles espèces sans aucun intérêt pour la pêche ont remplacé les espèces éliminées par le pétrole. Alors, les goémoniers bretons reparlent avec insistance de la macrocystis, une algue pêchée aux États-Unis, qui pourrait être «importée» sur les côtes breton-

Le pétrole de l'Amoco Cadiz : très toxique

Dans la longue série des marées noires, celle de l'Amoco Cadiz est la première dont les conséquences sur la faune maritime soient si immédiatement perceptibles. Phénomène inconnu jusqu'ici, des milliers de poissons morts sont venus s'échouer sur les plages. Preuve de la particulière toxicité du fuel «léger» transporté par l'Amoco ; et aussi conséquence de sa grande fluidité qui facilite son mélange avec l'eau de mer. Il atteint ainsi des zones profondes, à la différence du pétrole du Bohlen par exemple qui très épais restait compact. Cette fluidité lui permet aussi de s'infiltrer profondément dans le sable (jusqu'à 1 mètre) provoquant une pollution importante et une hécatombe de coquillages.

nes en cas de besoin. Cette algue d'une grande facilité de récolte et d'une haute productivité n'a cependant pas encore été cultivée expérimentalement en Bretagne en raison d'une opposition de certains algologues.

Les antipolluants : un remède pire que le mal

Depuis le début le problème des antipolluants a fait l'objet de nombreuses polémiques et d'informations contradictoires. Les marins-pêcheurs sont hostiles à leur emploi car aucun n'offre la garantie de préserver la flore et la faune. Dans un premier temps des détergents ont été répandus. Ils ont l'avantage de disperser le pétrole mais ils augmentent la sensibilité de la faune marine au pétrole et ils causent plus de dégâts que le pétrole. Officiellement ils ont été rapidement remplacés par des «agglomérants» comme la craie. La nappe est coagulée et entraînée au fond. La pollution disparaît de la surface mais elle continue au fond ! Danger pour les crustacés et pour les «cantonnements» de repeuplement. Argument avancé pour justifier leur emploi : la Marine Nationale affirme qu'à partir de fonds dépassant 50 mètres, ils ne sont pas dangereux. Les pêcheurs de crustacés ne sont pas d'accord : c'est justement à partir de cette profondeur qu'ils pêchent les crabes ! L'arrivée de bateaux anglais déversant des quantités massives de détergents a suscité une nouvelle explosion de colère : la Marine Nationale s'est engagée à leur demander de cesser les déversements. Mais des camions chargés de détergents ont été vus à Brest. Alors qu'est-ce qui est exactement utilisé contre les nappes ? Vraisemblablement la gamme entière des antipolluants (fabriqués tel le BP 1100 par les compagnies pétrolières elles-mêmes...), un remède sans doute pire que le mal.